INPRECOR

Numéro 238 du 16 mars 1987 - 12FF - 85FB - 4FS

8 Mars :

Nicaragua
France
Japon
Pologne

Journée internationale des femmes

Montée de l'intégrisme islamique en Turquie

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Sommaire du numéro 238 du 16 mars 1987

	DOSSIER FEMMES		
3	NICARAGUA	"L'économie du tablier" ; les femmes dans le secteur informel de Managua. *Pensamiento Propio.*	DOCUMENT
6	FRANCE	Les *Cahiers du féminisme* ont dix ans ; interview de deux membres du comité de rédaction.	Propos recueillis par Penny DUGAN
9	JAPON	La lutte des femmes pour l'égalité au travail.	Takagi SUMIKO
12	POLOGNE	Difficile d'être femme et travailleuse.	Jacqueline HEINEN
15	MEXIQUE	A qui la reconversion industrielle doit-elle profiter ? Parti révolutionnaire des travailleurs.	DOCUMENT
19	TURQUIE	La montée de l'intégrisme islamique	Fuat ORCUN

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

GUATEMALA : Pacte d'unité syndicale ; ETATS-UNIS : Mobilisation anti-guerre ; AFRIQUE DU SUD : 25.000 emprisonnés par l'état d'urgence ; LES NOTRES : Juan José Gonzalez ; MARTINIQUE : Répression coloniale ; ISRAEL : Michel Warchawski toujours emprisonné.

24	MAROC	Lettre à Sa Majesté Hassan II	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code Postal Pays

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Directeur de publication : Christian Lamotte
Commission paritaire numéro 59117. ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie

"L'économie du tablier"

Les femmes dans le secteur informel de Managua

PLUS de sept ans après la victoire de la révolution en juillet 1979, les sandinistes dressent un bilan mitigé en matière des droits des femmes (voir encart). Certes, elles se sont intégrées au marché du travail et l'égalité est désormais inscrite dans la nouvelle constitution adoptée en janvier 1987. Mais, beaucoup de points sombres demeurent, dans les lois comme dans la vie quotidienne.

La guerre qui draine une partie considérable de la force de travail masculine au front, a augmenté la responsabilité de ces femmes qui, bien souvent, doivent assumer seules la vie quotidienne de la famille. Peu qualifiées, elles intègrent massivement les rangs du secteur informel, notamment à Managua.

Dans la capitale, ce secteur informel draine près de 45 % de la population active selon une étude récente effectuée par l'Université centro-américaine de Managua (UCA). Peu ou prou, toutes les familles des couches populaires de la capitale tirent une partie de leurs revenus, quand ce n'est pas la totalité, des activités du secteur informel.

L'article publié ci-dessous, a été fait par la revue de la Coordination régionale d'études économiques et sociales (CRIES), *Pensamiento propio*, qui s'est basée sur une enquête portant sur les femmes qui composent le petit commerce de détail des marchés dans la capitale, enquête effectuée par une sociologue nicaraguayenne, Aida Redondo. ■

DOCUMENT

Quel que soit le nom qu'on lui donne dans les différents pays, le secteur informel (SI) renvoie à une même réalité complexe sur l'ensemble du continent, celle de *"travailleurs produisant ou vendant pour leur propre compte dans la petite industrie, le petit commerce, l'artisanat ou les services"*.

L'un des aspects non négligeable de l'économie informelle est le fort taux de participation des femmes. Elles constituent 56% du SI au Brésil, 40% au Mexique, 50% dans la Caraïbe. Au Nicaragua, les femmes représentent approximativement 65% des activités du secteur informel et, selon une enquête réalisée en 1982, 83,8% des vendeurs de détail sont des femmes contre 42% dans le commerce de gros.

Traditionnellement, *"le SI se forme dans les sociétés où n'existent pas de politique économique visant à l'accroissement de la production et à une distribution plus équitable des revenus, où le seul objectif est la croissance et non un réel développement du pays dont le but serait une amélioration réelle des conditions de vie de la population, où la répartition de la propriété est foncièrement inégale"*.

Si l'on s'en tient à cette définition, comment expliquer alors l'expansion croissante du SI dans le Nicaragua révolutionnaire ? Pour tenter de répondre à cette question et comprendre mieux les caractéristiques de ce phénomène, il convient de faire un peu d'histoire.

Durant toute la période somoziste, beaucoup de femmes - notamment des paysannes - devaient compléter le salaire du mari qui, pendant toute la "morte saison" se trouvait sans emploi ou qui, plus simplement, ne gagnait pas suffisamment pour pouvoir faire vivre la famille.

Dans d'autres cas, les femmes seules ou abandonnées fournissaient le seul revenu pour les faire vivre elles et leurs enfants. L'émigration vers les villes afin d'essayer d'améliorer les conditions de vie est partie intégrante de ce phénomène, au Nicaragua comme dans les autres pays d'Amérique latine et de la Caraïbe.

En 1979, la révolution a commencé le démantèlement du vieux modèle économique et social. Pendant ces sept dernières années, le gouvernement a décrété des mesures dans le domaine économique, s'est attelé à la mise en place d'une réforme agraire et s'est fait le promoteur d'actions importantes dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la santé, et des transports, destinés à augmenter la production et parvenir à une distribution rationnelle des revenus.

Mais les liens étroits qu'entretenait ce modèle avec le marché mondial, combinés à la guerre menée par les Etats-Unis, ont mis des obstacles sérieux à la reconversion de l'agro-industrie comme axe d'accumulation du capital capable dans le même temps, de développer l'emploi et de répondre aux besoins élémentaires de la population.

D'un autre côté, certaines mesures officielles prises dans le domaine économique - le crédit indiscriminé, les stimulants en dollars aux producteurs de cultures d'exportation, la fourniture de dollars aux commerçants importateurs, les "buhoneros" et les subventions aux transports et à l'alimentation,- ont favorisé l'expansion du SI. La faible capacité du gouvernement à assurer l'approvisionnement en produits de base à des prix officiels, a favorisé la spéculation et l'agiotisme qui sont devenus une source de revenus plus élevés pour des milliers de personnes. La longue chaîne des intermédiaires entre le producteur et le consommateur a également contribué à accroître le nombre des petits commerçants.

Ainsi, ce sous-secteur de l'économie agrandit de 23,9% par an en moyenne, il est alimenté en partie par des ouvriers qualifiés, des techniciens, des membres des professions libérales qui ont changé d'emploi parce que le commerce est plus lucratif. Le SI offre toute une série d'autres avantages en plus des revenus élevés : il est une source d'emplois pour la force de travail peu qualifiée qui émigre des campagnes vers les villes ; il est facile à mettre en oeuvre puisque il requiert peu ou pas de capital préalable ; il procure un horaire de travail plus flexible et des conditions de travail moins dures que dans l'industrie ou dans l'agriculture.

Les femmes, à cause de leur faible formation professionnelle, la nécessité de contribuer à soutenir financièrement leur foyer en même temps qu'elles doivent assurer la garde des enfants en bas âge, tendent à entrer majoritairement dans le SI.

LES COMMERCANTES

L'âge moyen, le nombre d'enfants, la reponsabilité familiale, le manque de formation et la façon d'accéder au petit commerce, sont des traits communs aux commerçantes de détail de Managua et des autres capitales latino-américaines.

Dans son enquête, Aida Redondo constate un fort pourcentage de femmes âgées de 25 à 44 ans. La grande majorité d'entre elles - 70% - sont chef de famille et 27% ont un mari mais contribuent

Les femmes se sont intégrées massivement au marché du travail (DR)

ainsi à améliorer les revenus de la famille. A travers leur expérience personnelle, ces femmes sont arrivées a dépasser l'idée qu'elles ont besoin d'un homme pour susbsister ou qu'elles doivent se soumettre à l'autorité d'un mari. "*Je préfère être sans mari, parce que comme ça, je suis libre, souveraine et indépendante*", dit l'une d'entre elles. Elles disent être fières de leur force et de leur statut de femmes qui ont été capables par leur travail de faire vivre leurs enfants malgré toutes les difficultés. "*La femme doit travailler pour ne pas être entretenue par un homme. Je n'ai pas besoin d'un homme. Ils donnent peu et te demandent beaucoup plus qu'ils ne donnent*".

Mais cette seule affirmation personnelle ne résoud pas les problèmes concrets comme la garde des enfants. Ces femmes ont en moyenne quatre enfants chacune. Même s'ils sont généralement agés de plus de sept ans, certaines ont des tout-petits. Dans ce cas, les plus petits restent à la maison sous la surveillance d'un membre quelconque de la famille. Les Centres de développement infantile (CDI) ne répondent pas à leurs besoins puisque leurs horaires sont incompatibles avec le leur qui commence à cinq heures le matin. *"Ici (dans le SI, ndlr.) en plus de pouvoir gagner notre vie, nous pouvons nous occuper de nos enfants, quand nous n'avons personne pour nous les garder"*.

Le niveau de scolarité de ces femmes n'est pas aussi faible que dans le reste du SI : 42% d'entre elles avaient suivi trois années de secondaire. Leurs enfants d'âge scolaire ont, quant à eux, de réelles possibilités de suivre des études et parmi leurs enfants adultes, on trouve des techniciens, des membres de professions libérales etc. C'est une des différences du SI nicaraguayen par rapport à celui d'autres pays d'Amérique latine où le niveau des revenus permet à peine l'entretien des enfants et certainement pas leur élévation sociale. En revanche, ces femmes, n'ont pas la qualification professionnelle requise pour se consacrer à des emplois spécialisés.

La même étude démontre que l'intégration des femmes au monde du travail s'est faite de façon différenciée : 33% ont commencé comme domestiques (bonnes, cuisinières, repasseuses) ; 32% étaient paysannes ou ouvrières agricoles ; d'autres ont essayé de se mettre couturières ou vendeuses dans les magasins, et elles sont devenues commerçantes à leur compte parce que ce travail offrait des revenus plus élevés et qu'elles ne voulaient pas "*travailler pour un patron ou pour un salaire*". Elles ont commencé en général par *"vendre des produits simples, galettes de maïs, atol, pinol* (boissons populaires à base de maïs, ndlr.) *avec peu ou pas de capital. Beaucoup d'entre elles ont commencé à travailler avec leur mère, également commerçante ; d'autres avaient des gens de leur famille ou des amis qui les ont aidées, leur ont founi les produits nécessaires ou leur ont appris la "technique de vente"*. Précise Aida Redondo.

"J'ai commencé par vendre de l'atol dans la rue, puis des légumes dans des paniers et ensuite dans une voiturette. maintenant, j'ai mon endroit au Marché oriental". L'entrée de techniciennes ou d'ouvrières qualifiées dans le petit commerce est un phénomène courant et pas seulement à Managua. Tous les cheminements sont possibles, depuis la secrétaire qui vend ses marchandises à ses heures creuses de bureau, jusqu'aux membres des professions libérales qui échangent leur bureau contre le marché. Cette opinion d'une ex-comptable illustre bien les possibilités qu'offre le SI aux gens qui n'ont pas de travail ou qui sont sous-employés. *"Comme comptable, je ne gagnais pas assez pour élever mes enfants. Avant, du temps de Somoza, on ne gagnait pas autant parce que pour trouver du travail il fallait des 'relations'. Maintenant, on trouve du travail mais on gagne moins qu'en vendant"*.

"L'ECONOMIE DU TABLIER"

Leur activité étant bien souvent une extension de l'économie domestique, ces commerçantes ne tiennent pas le copmpte précis de leurs ventes et leurs profits. *"On dit qu'au Nicaragua, on a 'l'économie du tablier', l'argent entre et sort"*. Pour faire leurs calculs, elles se basent sur leurs excédents de chaque semaine et la tendance générale est à une baisse régulière du profit obtenu. Les vendeuses de fruits et légumes se considèrent comme les plus pauvres par le type de produits qu'elles vendent. Il ne leur reste pas beaucoup de marge bénéficiaire puisque qu'une partie de leur marchandise - denrées périssables - termine dans les poubelles. Malgré cela et malgré les prêts qu'elles doivent parfois contracter, le manque de produits laitiers et de viande, la difficulté à se procurer le maïs et les haricots qui conforment la nourriture de base, malgré leurs plaintes incessantes qu'elles gagnent à peine de quoi vivre, leurs revenus sont équivalents, quand ils ne sont pas supérieurs, à ceux d'un technicien.

Les vendeuses de fruits et légumes, sont confrontées à de nombreuses difficultés pour obtenir ces produits et recourent fréquemment au marché noir. Bien qu'elles critiquent acerbement la politique économique officielle, elles appuient la révolution et vont même jusqu'à présenter des alternatives possibles pour stopper l'inflation galopante. "*Ces hausses continuelles de prix sont dues au fait que nous devons nous approvisionner au marché noir pour pouvoir vendre aux consommateurs qui ne trouvent pas ce dont ils ont besoin par les canaux gouvernementaux. Cette situation se terminera quand le gouvernement nous laissera vendre normalement nos produits. Ce que nous (le gouvernement révolutionnaire, ndlr.) devons faire, c'est nous distribuer ces produits et mettre la police qui contrôle les prix comme elle fait pour la viande*".

Les vendeuses de viande étaient les plus satisfaites de leur sort.

Paradoxalement, les commerçantes, ont évolué vers un soutien à la politique de contrôle des prix du Ministère du commerce interieur (MICOIN).

UNE IMAGE FAUSSE

Ces femmes ont peur de disparaître comme commerçantes. Beaucoup d'entre elles disent qu'elles ne sont pas préparées pour faire un autre type de travail et qu'après tant d'années passées dans le commerce, ce dernier est une partie de leur vie. "*Nous sommes inquiètes, nous ne voulons pas disparaître ; le commerce, c'est une partie de nous-mêmes ; on nous enlèvera le temps heureux que nous avons passé ici ; surtout maintenant, que nous nous sentons des travailleuses et que nous sommes plus unies*".

Contrairement à l'image stéréotypée qui existe sur ces marchandes - réactionnaires, obscurantistes, spéculatrices etc. - Aida Redondo offre une vision plus complexe. Beaucoup de femmes qu'elle a interviewées, ont participé à l'insurrection et sont partie prenante aujourd'hui d'organisations de masse, elles ont une opinion positive d'elles- mêmes et de leur travail, sont solidaires entre

Qu'est-ce qui a changé avec la révolution ?

Le Bureau gouvernemental de la femme, vient de publier un rapport sur la place actuelle des femmes dans la société nicaraguayenne.

Depuis 1979 et le renversement de la dictature de Somoza, des milliers de femmes se sont intégrées à la fois dans le monde du travail et dans les organisations politiques et sociales

Sept ans après la victoire, la guerre qui mobilise plusieurs dizaines de milliers d'hommes et la crise économique aiguë qui frappe le pays, ont amené beaucoup de femmes à travailler à l'extérieur du foyer. Les femmes représentent 35% des ouvriers agricoles. Dans certaines zones rurales, souligne le rapport, *"les femmes constituent la principale force de travail"* et elles assument des travaux réservés jusque-là aux hommes.

Dans les villes et principalement à Managua, la capitale, elles constituent la majorité de la main-d'oeuvre dans le textile, la confection, les conserveries, l'industrie pharmaceutique. Dans beaucoup d'entreprises de ces secteurs, elles représentent 80% des salariés.

Un nombre encore plus important d'entre elles se retrouvent dans le "secteur informel" (voir article). 70% des commerçants de détail sont des femmes.

UNE DOUBLE JOURNEE DE TRAVAIL

Le rapport détaille longuement les obstacles que rencontrent les femmes et notamment, le poids de la double journée de travail. Dans un pays sous-développé comme le Nicaragua, qui connaît de plus une pénurie criante, les heures consacrées au travail domestique nécessaire à la reproduction de la famille, pèsent lourd d'autant que le partage des tâches est loin de se faire. Dans une famille où l'homme et la femme travaillent à l'extérieur, la femme consacre 56% de son temps au travail domestique contre 9% pour l'homme. Dans les campagnes, la journée totale de travail d'une femme s'élève couramment à 18 heures entre le temps passé à l'extérieur et le travail au foyer ; dans les villes, celle d'une ouvrière est de 16 heures.

Examinant les relations des femmes avec le monde du travail, le rapport constate la discrimination existant en matière de formation et de promotion, et vis-à-vis des femmes enceintes.

Parce que l'avortement est illégal au Nicaragua, de nombreuses femmes meurent chaque année des suites d'un avortement clandestin. C'est d'ailleurs la première cause de mortalité maternelle avec 27% du total de ces décès. La majorité des femmes qui ont recours à l'avortement clandestin ont déjà eu des enfants et seulement 23% d'entre elles sont seules. *"Cette réalité va à l'encontre de l'idée communément répandue selon laquelle l'avortement serait un recours des femmes seules qui ne veulent pas subir d'ostracisme social"*, note le rapport.

LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE SOCIALE

la réforme agraire mise en place par la révolution et le développement du mouvement coopératif ont jeté les bases de l'égalité dans les campagnes, mais beaucoup reste à faire pour que cette égalité devienne réalité. Si la moitié des coopératives ont des femmes comme membres, celles-ci ne représentent toutefois que 6% du nombre total des sociétaires. L'idée prévaut toujours *"qu'elles 'aident' leur mari dans le travail agricole, et qu'elles ne sont pas elles-mêmes des producteurs à part entière. Les hommes sont réticents à ce que leurs femmes deviennent membre à part entière de la coopérative et ils sont peu motivés par le développement de la participation des femmes à la gestion sociale"*

Des progrès notables ont été accomplis chez les ouvrières agricoles, même si là encore, leur participation au niveau syndical est encore loin d'être identique à celle des hommes, à cause, expliquent-elles, du travail supplémentaire que donnent la garde des enfants et la responsabilité du travail domestique. Toutefois, si ces obstacles demeurent, 81% des ouvrières agricoles sont maintenant syndiquées.

QUELLES MESURES PRENDRE ?

Dans ses conclusions le rapport souligne que certains des problèmes des femmes ont leur source dans les lois héritées de la dictature somoziste. *"Les lois anciennes et les lois promulguées par la révolution coexistent créant des obstacles et des contradictions qui empêchent de résoudre ces problèmes"*. Ainsi, bien que de nombreux centres pour femmes battues aient été ouverts depuis la révolution, cette violence faite aux femmes n'est pas sanctionnée par la loi et 51% des femmes qui ont recours à l'aide des Offices de la femme mis en place par AMNLAE fuient la violence domestique.

Il en va de même pour l'avortement : *"La criminalisation de l'avortement, est un danger pour la santé des femmes, elle augmente la mortalité féminine et grève le budget des hôpitaux, elle est contradiction flagrante avec l'action gouvernementale pour l'amélioration des conditions sanitaires du pays"*.

Enfin, le rapport conlut sur la nécessité d'une révision de la politique suivie par le gouvernement vis-à-vis des femmes.

"La situation de guerre, la crise économique et les changements sociaux dans le pays ont modifié le rôle des femmes nicaraguayennes. Elles assument aujourd'hui d'énormes responsabilités et sont de plus en plus intégrées à l'ensemble de la production.

Mais jusqu'à présent aucune politique n'a redéfini le rôle qui est traditionnellement assigné aux femmes dans la société. La division sexuelle du travail habituellle n'a pas été remise en question, pas plus que l'idéologie qui attribue leur rôle à chacun des sexes.

Il est nécessaire pour les femmes comme pour la défense de la révolution dans son ensemble, de dépasser les inégalités entre les sexes, de résoudre les problèmes des femmes afin de construire une société nouvelle.

La transformation des structures sociales qui reproduisent cette inégalité implique un changement de politique, des lois civiles et pénales, du système de propriété de la terre, du Code du travail, de l'idéologie comme des attitudes et relations personnelles." ■

elles et sont en accord avec le processus révolutionnaire. Toutes les femmes interrogées étaient au Comité de défense sandinistes (CDS) et la grande majorité d'entre elles faisait la "vigilance révolutionnaire". A travers le CDS, elles expriment leurs problèmes personnels ou ceux de l'association dont elles sont membres, puisque toutes sont organisées par secteur de vente : viande, produits laitiers, fruits et légumes etc.

Certaines d'entre elles ont été miliciennes mais elles ne sont plus actives. Malgré tout, elles ont exprimé la volonté de le redevenir dans le cas d'une invasion de Managua. A l'heure actuelle, elles organisent la solidarité avec les Bataillons de lutte irrégulière, unités formées par les jeunes appelés au service militaire, et participent aux brigades pour récolter le café ou cueillir le coton. Elles disent que si le gouvernement avait une attitude différente envers les commerçantes les moins conscientes, on pourrait gagner plus de vendeuses à la révolution.

Sans entrer dans le débat technique et économique sur le SI, nous sommes d'accord avec Redondo quand elle dit que l'extension récente du SI au Nicaragua répond aux contradictions d'une économie de transition.

Malgré les avantages dont disposent les femmes dans le petit commerce,

revenus plus élevés, accès (très théorique) aux services sociaux, niveau d'organisation, une foule de problèmes concrets persiste, comme le manque de facilités pour assurer la garde des enfants, la difficulté pour accéder aux services médicaux puisque elles ne peuvent faire la queue dans les centres de santé, l'alcoolisme des maris et des gendres, les mauvais traitements, et l'impossibilité de trouver des solutions pour les enfants qui ne veulent pas aller à l'école et qui passent la journée sur le marché. Comme le dit une des commerçantes : *"Etre sur le marché et être du marché, sont deux choses très différentes"*. Cette phrase résume les problèmes des commerçantes et sous-tend la nécessité d'apporter des réponses qui non seulement doivent englober ces femmes et leur famille mais aussi être pensées en fonction de l'ensemble de la société.

Un effort effectué en commun par les vendeuses, MICOIN, l'Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza (AMNLAE) et l'administration des différents marchés de la capitale pourrait être un pas en avant pour en finir avec le schéma économique qui prédomine encore actuellement. C'est à dire qu'on a essayé d'avancer dans la révolution avec d'autres secteurs, les ouvriers, les paysans, mais jamais avec les femmes comme secteur majoritaire de la population, intégrées dans toutes les activités économiques et avec leurs spécialités propres. Ainsi, non seulement on passe à côté de la créativité et de la force de cette couche très large, mais aussi, on court le risque qu'à court terme, cette force potentielle appréhende négativement la révolution.

De ce point de vue, nous pourrions ajouter un commentaire sur la différence existant entre ce secteur au Nicaragua et la façon dont il se présente dans les autres pays latino-américains.

Il faut souligner la participation des commerçantes aux organisations de masses et, à des degrés divers, au processus révolutionnaire. Malgré la crise économique, ces organisations ont permis de dépasser, dans une certaine mesure, la compétition et l'individualisme propres aux travailleuses du secteur informel, à la différence de ce qui se passe à la Jamaïque, en République dominicaine ou à Puerto-Rico par exemple, où cette activité économique a contribué fortement à fragmenter la classe ouvrière et ses organisations.

Ainsi, une meilleure connaissance du SI nicaraguayen, non seulement serait bénéfique au processus révolutionnaire, mais elle donnerait des perspectives nouvelles aux femmes du continent. ■

Pensamiento propio ; Managua, juin 1986

FRANCE

Les Cahiers du féminisme ont dix ans

LES Cahiers du féminisme ont dix ans. Cette publication féministe de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale) a vu le jour en 1977.

***Inprecor* a rencontré deux membres du comité de rédaction des *Cahiers* pour retracer l'histoire de la revue et voir quel est son rôle.** ■

- Inprecor : Quelle était la situation du mouvement féministe quand les *Cahiers* furent lancés ?

- Josette DESBOIS : *Les Cahiers du féminisme* ont été lancés en novembre 1977 et la parution de cette publication avait été décidée lors de la Conférence nationale femmes de la LCR qui s'était tenue en juin 1977. Pour rappeler brièvement dans quel contexte politique s'est effectuée la sortie de la revue je citerais trois éléments.

Tout d'abord, l'impact du mouvement féministe à cette époque. Il avait été capable de mener des luttes de masse très importantes, notamment sur le droit à l'avortement et à la contraception, et sur d'autres questions comme le viol. Le mouvement des femmes était relativement puissant. Il s'était structuré dans des lieux multiples, comme le Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception (MLAC), dans les groupes femmes etc.

On estime que 5 à 7 000 femmes étaient organisées dans 4 à 500 groupes de femmes. Et ce mouvement avait suscité des débats importants à l'intérieur des organisations ouvrières traditionnelles. Par exemple, le 1er mai 1977 un cortège féministe regroupant 5 000 femmes s'était organisé derrière celui des syndicats. Quelques jours plus tard, la sixième Conférence des femmes travailleuses de la Confédération générale du travail (CGT), liée au Parti communiste qui avait eu lieu en mai 1977 résonnait des préoccupations des femmes dans les entreprises et avait abordé les questions discutées par le mouvement féministe les années précédentes : la division sexuelle du travail, la double journée de travail, les problèmes de sexualité, contraception, avortement. Tous les thèmes qui avaient été abordés par le mouvement féministe depuis plusieurs années trouvaient un écho important dans le mouvement syndical, au sein de la CGT comme de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), liée au Parti socialiste.

Deuxième élément important, ce mouvement féministe était justement divisé sur un aspect, le lien avec le mouvement ouvrier. Un courant, influencé par le féminisme radical, craignait plus que tout de se faire "récupérer" par les organisations syndicales, par le mouvement ouvrier traditionnel, et pour lui il était hors de question d'avoir des activités communes ou même de s'adresser à ce mouvement ouvrier dominé par les hommes. Mais un autre courant du mouvement féministe, dont nous étions partie prenante, affirmait que le problème principal n'était pas cette prétendue "récupération" mais bien l'élargissement de la base sociale du mouvement féministe. Il s'agissait pour nous de favoriser au maximum la jonction du mouvement féministe tel qu'il s'était développé - parmi des intellectuelles, des femmes des services publics et du tertiaire en général - avec les travailleuses dans les entreprises, qu'elles soient syndiquées ou non, d'essayer de faire cette jonction sur des bases féministes et lutte de classe. Pour mettre en œuvre cette orientation, cela nécessitait de la part des militantes féministes de la LCR, une bataille politique de tous les instants, aussi bien dans le mouvement des femmes que dans l'organisation.

Enfin dernier élément, la situation politique proprement dite. Je rappellerais que nous étions à la veille des élections législatives de mars 1978 qui, pour l'ensemble de la gauche était une échéance importante bien que d'ores et déjà il était probable que cette gauche allait à l'échec puisque la rupture du Programme commun, signé en juin 1972 entre le PCF, le PS et une aile du parti radical, s'était produite en septembre 1977. Pourquoi était-ce si important ? Tous les courants du mouvement féministe et plus largement, toutes les organisations, essayaient d'utiliser les femmes comme base

électorale, les partis traditionnels du mouvement ouvrier mais aussi les partis bourgeois, et paradoxalement cela créait un contexte très favorable au débat sur toutes les questions qui avaient été portées par le mouvement féministe. Il y avait une floraison de revues s'adressant aux femmes. C'est à cette époque, en janvier 1978, que fut lancé *F Magazine*, revue particulièrement représentative d'un courant bourgeois "éclairé" dirions-nous, qui reprenait un discours "dans l'air du temps", une série de questions comme la liberté de l'avortement et de la contraception. C'est aussi à cette époque que tous les courants du mouvement féministe lancèrent leur journal, nous n'en citerons qu'un seul, *Histoire d'Elles*, qui avait un but original puisque des femmes prétendaient avoir sur l'ensemble de l'actualité un regard féministe. Il faudrait également mentionner les revues des féministes radicales, comme *Questions féministes*, etc.

Sur un autre plan, le débat dans la LCR a joué un rôle très important dans le lancement des *Cahiers*. Comment une organisation révolutionnaire peut-elle se faire le porte-parole des luttes féministes, comment peut-elle inscrire dans sa pratique d'organisation les changements qui permettent aux femmes d'avoir une participation à tous les niveaux de la vie politique et de l'organisation, voilà ce que nous discutions, et les réponses n'allaient pas d'évidence. Je vais vous donner une anecdote assez révélatrice. La Conférence nationale femmes avait été décidée lors du IIe Congrès de la LCR qui s'était tenu en janvier 1977 et que trouve-t-on dans la brochure contenant les Thèses de ce congrès ? Un erratum : *"le paragraphe 10, intitulé La lutte des femmes, a été fâcheusement omis lors de la reconstitution du texte définitif des Thèses pour leur édition"*. Cette "omission" est assez révélatrice de l'inconscient collectif de la Ligue à cette époque. La lutte féministe était considérée comme une lutte très importante, non seulement comme lutte anti-capitaliste mais aussi en termes de perspectives pour une société socialiste, mais dans la pratique c'était un combat permanent pour obtenir ce que nous appelions la féminisation de la pratique quotidienne de l'organisation, c'est à dire la prise en compte de cette dimension à tous les niveaux de notre intervention. On pensait que les *Cahiers du féminisme* avaient un double intérêt, d'une part essayer au maximum de favoriser cette jonction entre la lutte des femmes en général, et la lutte des travailleuses en particulier, sur des bases féministes lutte de classe et, deuxièmement, favoriser le débat au sein de la LCR, être un moteur, un stimulant pour notre pratique féministe en tant qu'organisation.

- Et quel est votre bilan, dix ans après ?

- Josette DESBOIS : Là encore, il faut commencer par faire rapidement le point sur la situation politique. Contrairement à ce que nous pensions et espérions, l'arrivée de la gauche au pouvoir, non pas en 1978 mais en 1981, n'a pas été l'occasion d'un déclenchement de luttes de en général très importantes mais a entrainé un désarroi notable de l'ensemble du mouvement ouvrier, lié à toute une série de facteurs, et d'abord à la politique menée par les organisations réformistes au gouvernement. De ce point de vue, l'objectif que nous nous étions fixé, se faire le lieu privilégié entre un mouvement de masse féministe et des débats qui auraient pu surgir à l'intérieur même d'un mouvement ouvrier dynamique, ce contexte là fut complètement modifié. Le mouvement féministe a connu une série de luttes très importantes en 1979, pour le maintien du droit à l'avortement acquis en 1975, plus de 50 000 personnes dont une majorité de femmes avaient manifesté en novembre 1979 ; luttes assez importantes également, pour exiger le remboursement de l'avortement au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir puisque c'était une de ses promesses, mais malgré tout on ne peut dire que ces cinq dernières années aient été l'occasion d'un développement des luttes féministes. Ce fut plutôt un combat pied à pied pour essayer de maintenir un certain nombre d'acquis du mouvement, le réseau associatif qui peut exister sur Paris par exemple, la Maison des femmes, le Planning familial.

Nous avons participé, par nos camarades qui militent dans les syndicats à des débats qui ont traversé le mouvement ouvrier dans lesquels les femmes étaient particulièrement impliquées, par exemple, au printemps 1982 quand la quasi totalité de l'équipe du mensuel de la CGT destiné aux femmes *Antoinette* a été licenciée parce qu'elle n'était plus en odeur de sainteté à la Confédération. Tout d'abord, les femmes qui composaient le comité de rédaction d'*Antoinette* n'étaient pas suffisamment virulentes contre la CFDT, d'autre part lors du coup d'Etat en Pologne, un certain nombre d'entre elles s'étaient sensiblement démarquées de l'attitude prise par la direction de la CGT. A cette occasion, les militantes de la LCR syndiquées à la CGT ont, avec d'autres, essayé d'élargir la solidarité avec l'équipe d'*Antoinette*, à la fois au sein du mouvement syndical et du mouvement féministe. Par la suite, une partie de l'équipe d'*Antoinette* a été à l'intitiative de la création d'un nouveau cercle de débat féministe, le cercle "Flora Tristan".

On ne peut dire qu'il ne s'est rien passé pendant toutes ces années, mais disons qu'il s'agit de résister pied à pied à une offensive tous azimuts qui, tout en ne concernant pas uniquement les femmes, les vise directement, la question de l'emploi par exemple, mais aussi sur le plan idéologique.

- Anne-Marie GRANGER : Sur la base de cette analyse du changement de situation politique, nous avons rediscuté en 1983 du contenu des *Cahiers*, de la formule. En plus, à cette époque, une nouvelle série de camarades ont intégré l'équipe des *Cahiers*. Il nous semblait que nous avions besoin, tant pour les débats avec les autres courants féministes que pour l'élaboration et la réflexion féministe à l'intérieur de l'organisation, d'une revue qui essaie d'approfondir un peu les thèmes de réflexion sans "coller" pour autant à l'actualité qui n'était plus aussi riche. Nous avons décidé de centrer chaque numéro des *Cahiers*, sur des dossiers, choisis bien sûr en fonction, de l'actualité mais pas seulement. Par exemple, voilà deux ans, nous avons abordé la question des nouvelles techniques de reproduction, qui pourtant ne suscistaient pas le débat qu'elles provoquent aujourd'hui. Nous nous sommes dit que nous devions commencer à réfléchir et élaborer sur ce thème et ne pas laisser le monopole de ce type de problème à la grande presse. Nous avons été l'une des premières revues féministes à aborder la question.

- Comment les *Cahiers* étaient-ils perçus à l'intérieur du mouvement féministe ? Le fait qu'une organisation marxiste-révolutionnaire sorte sa propre revue sur les femmes n'a-t-il jamais posé problème ? Nous n'avons jamais été accusés de nous substituer à une revue plus large du courant lutte de classe du mouvement ?

- Josette DESBOIS : Le débat n'a jamais porté sur la revue elle-même. Par contre dans les années où le mouvement féministe était très fort, il y a toujours eu des courants pour nous reprocher de prétendre être à la fois féministes à part entière et militantes d'une organisation politique, l'idée sous-tendue par ce reproche étant qu'il y a un combat féministe qui se suffirait à lui-même, et que pour être féministe, il faut rejeter l'ensemble de ses engagements. Nous avons mené franchement le débat sur cette question. Par exemple, dans l'un des premiers numéros des *Cahiers*, nous avions fait un article, intitulé "Femmes et politique", en mars 1978, au moment des élections, dans lequel nous expli-

quions pourquoi nous pensions qu'il était possible et utile, d'être militante féministe et militante d'une organisation politique. Nous ne masquions pas pour autant les contradictions et les difficultés. La parution des *Cahiers* avait l'avantage de rendre public nos positions. Dans tout mouvement de masse, il y a confrontation d'idées et donc divergences, le débat doit avoir lieu et nous n'avions aucun intérêt quant à nous, à masquer ces divergences. Certains courants prétendaient à cette unanimité, au consensus mais beaucoup de militantes féministes sont rapidement revenues de cette conception superficielle d'une pratique de masse et ont admis l'idée que les femmes elles-mêmes pouvaient avoir des divergences. D'autant que c'est le courant féministe lutte de classe, comme courant ayant une pratique de masse, qui a perduré au fil des années et des crises, aussi limitée cette pratique militante soit-elle aujourd'hui. Nous n'avons jamais prétendu que les *Cahiers du féminisme* pouvait suffire à l'expression de l'ensemble du mouvement féministe. Les militantes de la LCR ont d'ailleurs fait partie des féministes les plus favorables dans le mouvement des femmes à un journal indépendant du mouvement.

- La situation a changé, et les *Cahiers* aussi. Quel est leur rôle aujourd'hui ?

- Josette DESBOIS : Oui, c'est vrai, notre rôle s'est modifié mais nous demeurons un lieu d'élaboration et de réflexion sur tous les problèmes qui touchent les femmes.

- Anne-Marie GRANGER : Par exemple, sur la question de l'emploi, nous avons joué un rôle relativement important. Pour beaucoup de femmes, dans le mouvement féministe tel qu'il existait, l'emploi n'était pas la principale préoccupation, c'était le "truc" des feministes estampillées lutte de classe, appartenant à une organisation politique. Au début des années quatre-vingt, quand le gouvernement a commencé à développer les formes de travail à temps partiel, certaines féministes ont compris ces nouvelles mesures comme une conquête, comme un nouvel espace de liberté pour les femmes. Et nous avons eu un rôle important pour montrer ce qu'était réellement ce prétendu "temps choisi", nous avons aussitôt tiré la sonnette d'alarme. Et nous n'avons sans doute pas été pour rien dans le fait que le mouvement féministe fut à l'initiative en avril 1982, des "Etats généraux sur le travail des femmes et les femmes au travail", au cours desquels se sont rassemblées deux mille femmes venues d'horizons très divers, ces deux journées ayant été organisées unitairement par une partie des militantes féministes de la Maison des femmes de Paris, le Planning familial, la CFDT.

- Josette DESBOIS : C'est un exemple, il y en a d'autres. nous avons été parmi les premières à nous préoccuper des jeunes femmes de la seconde génération d'immigrés d'origine maghrebine dans le mouvement anti-raciste qui se mettait sur pied. Et aujourd'hui, quand on fait le bilan du mouvement lycéen et étudiant que nous venons de vivre, on s'aperçoit que ces jeunes-là étaient au premier rang de la lutte, et les filles en particulier. Notre rôle, c'est d'attirer l'attention, faire réfléchir, susciter des débats, y compris dans l'organisation. Par exemple, les *Cahiers* ont attiré l'attention des militants sur cette question de la flexibilisation de la force de travail, avant qu'elle ne concerne l'ensemble des travailleurs, les femmes ayant servi de cobayes. Je crois que nous avons aidé à une prise de conscience de l'organisation sur cette question .

- Comment fonctionne le comité de rédaction des *Cahiers* ?

-Anne-Marie GRANGER : Comme n'importe quel comité de rédaction à cette nuance près que nous sommes toutes salariées et militantes de l'organisation. Nous avons toutes une intervention féministe à différents niveaux, que ce soit à la Maison des femmes de Paris, dans le Planning familial ou dans les syndicats. C'est dire que les *Cahiers* ne sont pas indépendants d'une pratique de construction d'un mouvement autonome des femmes. Ces interventions et les *Cahiers* forment un tout indissociable. D'autre part, il faut tout de même le signaler, l'équipe des Cahiers est entièrement composée de femmes, non pas par une exclusive à l'égard des hommes, mais c'est un fait, nous avons des collaborateurs de temps à autre mais seules les femmes se sont intégrées de manière durable dans notre équipe. Nous avons par contre toujours défendu le principe que le comité de rédaction soit sous la direction des femmes.

A l'heure actuelle, nous touchons un public qui n'est pas le public militant traditionnel des autres revues ou journaux de l'organisation. Nous le voyons dans les lettres d'abonnement que nous recevons, nous le constatons dans les ventes que nous faisons.

- Comment expliquez-vous que les *Cahiers* existent toujours alors que les autres publications féministes ont disparu ?

- Josette DESBOIS : D'abord en raison de notre conviction que la lutte féministe n'est pas une question de mode mais est une dimension fondamentale du combat pour l'émancipation humaine. De plus, nous sommes une revue d'organisation. C'est peut-être paradoxal mais c'est un élément très important. Cela nous donne un réseau de diffusion, un minimum d'appareil et un soutien fianncier sans lequels toute publication est impossible. Au-delà de ces raisons purement matérielles, dans un contexte où le mouvement féministe est en recul, être partie prenante d'une bataille plus globale, évite l'isolement qu'ont ressenti beaucoup de militantes féministes. Cette appartenance politique peut par ailleurs poser des problèmes qu'on a déjà soulevés et pas forcément résolus, mais c'est un soutien que d'appartenir à une organisation politique porteuse d'une perspective globale. Enfin, nous avons toujours le projet de participer à la construction d'un mouvement autonome des femmes enraciné dans une pratique de masse. Nous continuons à le défendre sur nos lieux de travail, dans un cadre associatif,nous n'avons rien d'intellectuelles dans un bureau.

Ce sont là les éléments qui peuvent expliquer à mon sens notre maintien. ■

Propos recueillis par Penny DUGGAN
Paris, 13 février 1987

La lutte des femmes pour l'égalité au travail

UNE des batailles clefs du mouvement des femmes au Japon entre 1975 et 1985 a été celle de la lutte contre la discrimination dans l'emploi (dont nous avons déjà traité dans un article publié dans *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985).

Cette bataille a été centrée contre le projet de loi sur l'égalité d'accès au travail, finalement adoptée en 1985, et qui constitue en effet une attaque contre certains acquis des femmes travailleuses, et la lutte parallèle pour une véritable loi sur l'égalité au travail. C'est de ce double combat que traite l'article publié ci-dessous, après avoir décrit la situation des femmes travailleuses au Japon.

L'auteur est militante à la fois du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier et a été partie prenante des luttes pour l'égalité au travail depuis 1975. ■

Takagi SUMIKO

"Maman travaille aux pièces à domicile mais nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts, Courage papa ! Battons nous pour l'offensive du printemps de 1981." ("Offensive du printemps" ou shounto : nom donné aux actions revendicatives qui se déroulent chaque printemps, à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs, ndt). Ce slogan, lancé par le Conseil général des syndicats (Sohyo), la plus grande centrale syndicale du Japon, créa un choc parmi celles d'entre nous engagées dans le mouvement des femmes. Voilà un syndicat progressiste qui laissait ouvertement entendre que le travail féminin ne représente qu'un salaire d'appoint. Ce slogan reflète trois caractéristiques des syndicats japonais qui rendent douteuse leur participation à la lutte pour la libération des femmes.

D'abord, les syndicats ne reconnaissent pas une valeur égale au travail des hommes et des femmes.

Ensuite, les syndicats agissent principalement au bénéfice des travailleurs réguliers et à plein temps. Ils écartent en général les travailleurs temporaires et à temps partiel tandis que ceux qui travaillent aux pièces à domicile sont totalement mis à l'index. Enfin, les syndicats ont tendance à rechercher de meilleurs salaires pour leurs syndiqués et négligent les questions sociales et les droits de ceux qui ne sont pas membres. C'est ainsi que le sexisme est pour la plupart une question qui ne les concerne pas.

Le relatif succès avec lequel le Japon a surmonté la crise pétrolière des années 1970 avec un taux de chômage de seulement 2% et une inflation rapidement maîtrisée, attira l'attention internationale sur les relations de travail y existants. On attribua ce succès à ce qu'on appelle les *"trois vases sacrés"* : l'avancement à l'ancienneté, l'emploi à vie[1] et les syndicats-maison. Avec des travailleurs bénéficiant d'une sécurité d'emploi à vie et d'augmentations de salaires régulières, le syndicat organisé au niveau de l'entreprise peut développer des relations harmonieuses avec la direction, remplaçant pour le bien de tous la confrontation par la coopération.

Ou du moins c'est ce que dit la théorie. Elle néglige dans cette analyse le fait que seule une élite privilégiée parmi les travailleurs peut apprécier le bon goût du saké des vases sacrées. Le recensement de 1985 fait par le ministère du Travail montre que seulement 28,9% des travailleurs du pays étaient syndiqués dont 72,5% d'hommes et 27,5% de femmes. Le taux de syndicalisation est particulièrement faible dans des secteurs tertiaires tels que les magasins et les services, deux domaines qui emploient beaucoup de femmes. Les syndicats sont également très rares dans les petites entreprises.

Cela signifie que la fameuse "relation particulière" entre les travailleurs japonais et les directions d'entreprises est en fait restreinte aux travailleurs réguliers masculins dans les grandes entreprises. Et il s'agit là d'une relation bien confortable. 74% des membres dirigeants des entreprises japonaises sont d'anciens cadres syndicaux. Intoxiqués par la possibilité de pouvoir sauter la barrière qui les séparent de la direction, les travailleurs privilégiés sont devenus des "bêtes de travail", une expression qui convient très bien au Japon. Inconscient de leur accoutumance à cette drogue, ils s'immergent complètement dans leur entreprise et, en conséquence, en rendent les femmes victimes aussi bien au travail que dans leur vie de famille.

LA DIVISION SEXUELLE DES ROLES

Durant la période de croissance économique faible qui suivit la crise pétrolière, le gouvernement lança une politique appelée "vers une solide base familiale". Cette politique se donnait pour objectif de soutenir le système décrit plus haut en encourageant la division instinctive des rôles entre les sexes. Avec le déclin de la sécurité de l'emploi, le travail temporaire et à temps partiel devint de plus en plus répandu, surtout pour les femmes.

Améliorant les bas salaires des hommes et licenciable selon les besoins de la direction, les femmes devinrent la soupape de sécurité de l'économie.

Pendant ce temps, leurs compagnons bourreaux de travail, incapables de concevoir leur vie de famille sous un autre angle que celui des repas et des bains devinrent complètement dépendants de leurs femmes pour tous leurs besoins en dehors de l'entreprise. Cette combinaison d'hommes dépendants émotionnellement et de femmes dépendantes financièrement correspond à ce que le Parti libéral-démocrate (LDP, parti bourgeois au pouvoir depuis les années 1950) appelle une solide base familiale. C'est d'une telle base que le capitalisme japonais a besoin et les syndicats n'ont pas conscience qu'il faut remettre en cause.

En réponse à cette triste situation, le mouvement des femmes s'est développé au milieu des années 1970, encouragé par le démarrage en 1975 de la Décennie pour les femmes des Nations-Unies. Prenant conscience de la nécessité de changer le système de division sexuelle des rôles si l'on veut libérer aussi bien les hommes que les femmes, le mouvement se tourna vers la classe ouvrière. Les nouveaux groupes qui surgirent dans les années 1970 comprenaient des femmes sans emploi, des travailleuses déçues par leur syndicat, et celles qui avaient été mises à l'écart par leur syndicat pour avoir été trop militantes.

---

1 Pendant la période d'expansion de l'après-guerre, une couche importante de travailleurs dans les principales entreprises se vit garantir un emploi permanent. "L'emploi à vie" ne protège aujourd'hui qu'environ 20% des salariés japonais (pourcentage cité dans *le Monde* du 14 novembre 1986).

Pour comparer les deux mouvements, on peut dire que la lutte des femmes est menée de l'extérieur, celle du mouvement ouvrier de l'intérieur. Le premier mouvement recherche la libération de tous tandis que le deuxième poursuit des intérêts étroits et sectaires. Le premier repose presque exclusivement sur les femmes, tandis que le deuxième est largement du domaine des hommes. Le premier est un mouvement minoritaire dans lequel se développe cependant des relations humaines étroites, le deuxième est un mouvement majoritaire mais qui génère constamment des conflits entre les hommes. La tâche des femmes est d'apporter l'esprit du mouvement des femmes dans le mouvement ouvrier.

La condition minimum pour que l'on considère un individu comme un être humain à part entière est qu'il soit capable de gagner sa vie par son propre travail. Aussi le mouvement des femmes a-t-il commencé à affronter ce problème en menant campagne pour des conditions de travail qui permettent aux épouses de travailler tout comme leurs maris. Dans le cadre de cette campagne, le 1er mai 1979, un panneau inhabituel fut brandi parmi les manifestants. Il y était écrit *"Les femmes au foyer sont au chômage!"*. Les réactions des hommes travailleurs à cet appel allèrent de la sympathie muette à l'antipathie la plus marquée, tandis qu'un grand nombre l'ignorèrent tout simplement.

Les syndicats ouvriers sont faits pour ceux qui ont déjà un emploi. Pourtant le mouvement des femmes a souvent fait remarquer que la lutte commence bien avant qu'un emploi soit même offert.

Avant l'adoption en 1985 de la Loi sur l'égalité de l'accès à l'emploi, la seule législation contre la discrimination au Japon était une loi garantissant, à travail égal, des salaires équivalents pour les femmes. Depuis 1975, des femmes ont gagné de nombreux procès en s'appuyant sur cette loi, et la justice a condamné les entreprises coupables à verser de nombreux millions de yen en salaire de rattrapage aux femmes lésées.

Face à cette situation, la réaction des entreprises a été simplement d'affecter les femmes à des tâches différentes de celles des hommes. Si les femmes et les hommes occupent des emplois différents, la loi sur l'égalité des salaires peut être ignorée en toute impunité.

L'EXPLOITATION PAR LES AGENCES DE TRAVAIL

Une récente législation a entériné une pratique qui prévalait déjà sur le marché du travail japonais, à savoir l'utilisation de travailleurs temporaires recrutés par des agences. Selon les termes de la nouvelle loi, la séparation de l'utilisateur et de l'employeur de la force de travail est autorisée. Cette législation aura plusieurs conséquences. Elle conduira notamment au développement du travail précaire, mettant des obstacles supplémentaires à la syndicalisation. Grâce à la part prise par l'intermédiaire, elle aggravera le problème des bas salaires. Pour les employeurs il deviendra plus facile de changer le statut d'un travailleur régulier en temporaire.

Tout cela constitue un changement important dans le fonctionnement du marché du travail et menace les travailleurs qui sont déjà en situation de faiblesse. On dit que *"le ciel ne crée pas des gens qui sont au-dessus ou en-dessous des autres"*, pourtant c'est exactement ce qu'a fait le gouvernement en créant des distinctions artificielles entre les travailleurs réguliers, les travailleurs à plein temps et les travailleurs à temps partiel afin de maintenir son contrôle sur tous.

Il y a deux raisons pour lesquelles les syndicats de travailleurs réguliers ne réussissent pas à reconnaître l'identité de leurs intérêts avec ceux des travailleurs irréguliers. La première est que les syndicats sont des syndicats d'entreprise et ont tendance à s'identifier à la direction. La deuxième est que les travailleurs temporaires et à temps partiel sont presque toutes des femmes, considérées traditionnellement comme une force d'appoint disponible à la force de travail principale qui est celle des hommes. Cela fait qu'il revient aux femmes de combattre elles-mêmes ce système.

En 1975, a été créé le Groupe d'action pour l'Année des femmes internationale. Au travers de sa section emploi, le Groupe d'action mène bataille sur la question du temps partiel, il a publié un livre intitulé *"Questions et réponses pour les temps partiels. Allez-vous laisser perdre vos droits ?"*, et organisé également un service de consultation qui est très utilisé par les femmes travailleuses.

Toute une série de questions sont soumises au Groupe d'action : des entreprises qui ne donnent pas d'augmentations de salaires aux temps partiels ; le harcèlement sexuel sur le lieu de travail ; des refus d'attributions d'allocations pour le logement ; l'absence d'allocations familiales pour les femmes ; des femmes cantonnées aux corvées de ménage. Les problèmes s'entassent et prouvent l'inadaptation d'une simple loi garantissant un salaire égal pour un travail égal.

Les Japonais ont livré dans le passé de nombreuses batailles passives contre la révision de certaines lois ou pour résister à des attaques contre le peuple venant du gouvernement ou des capitalistes.

Mais le Groupe d'action pensait que le moment était venu de commencer une lutte plus active pour une loi authentique pour l'égalité dans l'emploi qui serait un premier pas vers l'interdiction de toute discrimination envers les femmes.

A cette époque, les militantes féministes voyaient trois points essentiels pour une telle loi. D'abord, il fallait établir le droit au travail reconnu comme un droit fondamental pour les femmes, et interdire toute forme de discrimination envers les femmes dans l'emploi.

Ensuite, une organisation légale devait être établie pour aider les femmes victimes de discriminations. Enfin, des mesures telles que la diminution du temps de travail et les congés pour l'éducation des enfants, valables aussi bien pour les hommes que pour les femmes, devraient être prises pour assurer l'égalité entre les sexes.

Afin de mener la bataille, le Groupe "Pour la réalisation de notre propre loi et pour l'égalité au travail" fut constitué en janvier 1979. Son but était de présenter un appel des femmes pour la nouvelle loi et de mobiliser un éventail plus large de forces dans la lutte. Le jour du lancement de ce groupe, la grande salle ou se déroulait le meeting était pleine à craquer de femmes.

LA LUTTE POUR UNE VERITABLE LOI SUR L'EGALITE AU TRAVAIL

La tâche du nouveau groupe n'était pas facile. Un obstacle important était constitué par un rapport fait par un comité gouvernemental dominé par des hommes, le Groupe d'études sur la loi générale sur le travail. Ce rapport proposait *"d'abolir les articles de loi protégeant les femmes au travail dans la législatioon générale sur le travail en échange d'une législation sur l'égalité"*.

Il existe en effet, deux articles concernant la protection des femmes dans la Loi sur les normes du travail. Le premier autorise les arrêts pour grossesse et pour les règles, le deuxième limite le travail de nuit et les heures supplémentaires pour les femmes. Tous deux sont hérités de l'immédiat après guerre.

Le rapport suggérait un échange : plus d'égalité contre moins de protection. Il s'agissait de supprimer les limites au travail de nuit et aux heures supplémentaires à l'occasion de la promulgation d'une loi sur l'égalité. De ce point de vue, le rapport allait à l'encontre de l'opinion mondiale telle qu'elle avait été exprimée dans la convention des Nations-Unies pour l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes. Il passait également délibérément à côté de tout ce que nous étions en train de faire, c'est-à-dire de montrer la nécessité d'améliorer les conditions de travail pour les deux sexes, et non pas de les niveler par le bas.

Même sous la protection offerte par l'ancienne loi, les femmes japonaises travaillaient déjà 300 à 400 heures de plus par an que les travailleurs masculins des

pays occidentaux. Et parmi les couples où les deux conjoints travaillent, il est bien connu que les hommes japonais ne sont pas du tout enthousiastes pour aider aux tâches ménagères. En fait, il a été estimé que les maris dans de tels couples ne font que 7 minutes de travail domestique par jour.

Dans ces conditions il est inévitable que le retrait des articles de loi protégeant les femmes obligera beaucoup de femmes à abandonner leur travail, ce qui se traduira en fait par une aggravation de l'inégalité entre sexes.

L'inégalité entre sexes devrait s'étendre à l'inégalité des résultats aussi bien qu'à l'inégalité des chances. Pour cela, le concept de 'production' doit lui-même être étendu et englober la reproduction de la vie, c'est-à-dire la grossesse et l'éducation des enfants. Une véritable égalité signifie la création de conditions qui permettent aux hommes comme aux femmes de travailler à la maison aussi bien que sur leur 'lieu de travail' sans qu'aucun d'entre eux ne soit sacrifié.

Les différences biologiques entre hommes et femmes signifient que les conditions requises pour la réalisation de l'égalité complète sont quelque peu différentes pour les hommes et pour les femmes. C'est ainsi que la protection des femmes n'est pas incompatible avec l'égalité. Cela doit faire partie d'un nouveau mode de vie où les besoins humains passe avant la rentabilité. En pratique cependant, le mouvement des femmes se retrouvait piégé dans la fausse alternative entre la protection et l'égalité, un piège que le groupe combattit sans réserve.

En 1980, le gouvernement signa la Convention des Nations-Unies pour l'élimination de toutes formes de discrimination envers les femmes. Réticent à signer au départ, le gouvernement céda sous la grande pression des femmes dans tout le pays.

Pour que la Convention puisse être ratifiée par la Diète, une législation sur l'égalité au travail était nécessaire car le Japon en manquait et celle-ci était demandée par la Convention. Le ministère du Travail rédigea un avant-projet.

Alors que les groupes femmes étaient divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la nouvelle loi, le gouvernement et les capitalistes montrèrent une unité impressionante. Il en résulta un projet de loi dans le même esprit que le rapport du groupe d'étude proposant de supprimer les mesures protectrices en échange d'une égalité des chances.

La publication de ce projet rassembla finalement les différentes composantes antagoniques du mouvement des femmes. Des hommes qui réclamaient la possibilité de bénéficier du congé pour élever des enfants se joignirent au combat. Une grève de la faim de 72 heures fut organisée

sur le terrain faisant face au ministère du Travail. Les participantes à la grève de la faim formèrent un nouveau groupe, le Comité de solidarité des femmes et des hommes, pour accentuer la lutte pour une véritable loi d'égalité.

Au moment ou le projet de loi du ministère du Travail fut présenté à la Diète comme loi sur l'égalité des chances à l'emploi, elle avait encore empiré.

Alors que les articles de protection avaient clairement été affaiblis, aucune mesure n'était prévue contre les entreprises qui violeraient les articles sur l'égalité de la nouvelle loi. Au lieu de cela, la loi se contentait simplement de demander aux entreprises de faire un "effort" pour respecter la légalité.

Le Comité de solidarité passa aussitôt à l'action, entourant le ministère du Travail et la Fédération japonaise des associations patronales où les capitalistes étaient en train de se féliciter d'une loi qui leur était si favorable.

Des femmes de tout le Japon s'assemblèrent à la Diète pour exercer une pression. Le Comité de solidarité tint une série de meetings et de manifestations de protestations dans un grand parc tout en distribuant des tracts à l'extérieur de la Diète où la loi était en discussion. Dans la soirée du jour où la loi fut finalement présentée à la chambre basse, une vision fantômatique fit son apparition à l'extérieur du bâtiment de la Diète. Des femmes vêtues de blanc marchaient dans le crépuscule en direction de la Diète en criant *"Nous sommes des femmes fantômes en colère", "Nous nous transformerons en fantômes si nous continuons à être opprimées par cette loi", et "Non, c'est la loi que nous allons enterrer et transformer en fantôme".*

A l'intérieur de la Diète, les représentants qui étaient absents lors de la discussion sur la loi, arrivèrent à la dernière minute pour la faire passer. Les meetings, pétitions et protestations se poursuivirent tandis que la loi était envoyée à la chambre haute. C'était le printemps et nous marchâmes dans les rues en portant un long ruban d'un rose vif, couleur des fleurs de cerisiers et symbole de notre colère.

L'AVENIR DES TRAVAILLEUSES JAPONAISES

La naissance d'une loi pour une prétendue égalité des chances à l'emploi et d'autres modifications dans la loi japonaise du travail concluaient d'une façon désastreuse dix années de luttes des femmes contre la discrimination au travail. Mais nous ne pouvons pour autant abandonner. La lutte doit continuer et doit s'appuyer sur une profonde reconsidération sur ce que nous voulons faire de notre vie au travail. Avec des objectifs clairs et compréhensibles nous pouvons mobiliser plus de monde derrière cette cause.

La réduction du temps de travail aussi bien pour les hommes que pour les femmes ainsi que l'introduction du partage du travail peuvent aider le Japon à s'adapter à sa population vieillissante, au plus grand nombre de femmes ayant un emploi et au déploiement d'une technologie qui économise du temps de travail.

Notre revendication principale est que les hommes et les femmes puissent avoir la possibilité d'exercer une profession et de partager le travail domestique. Nous devrions aussi exiger une semaine de cinq jours travaillés et des congés annuels plus longs pour pouvoir réaliser nos besoins humains et culturels les plus profonds. Mais les syndicats japonais dominés par les hommes ont eu tendance à privilégier ces dernières revendications au détriment de la première. Les priorités doivent être examinées avec soins.

En attendant, le patronat est devenu de plus en plus subtil et sophistiqué. Le travail est divisé et subdivisé de plus en plus en fonction du type d'emploi. Ces divisions sont utilisées pour diviser également les travailleurs entre eux. Plus que jamais un effort résolu est nécessaire pour aller vers l'égalité du travail et des salaires.

Nous n'obtiendrons satisfaction qu'avec une véritable et authentique loi pour l'égalité au travail. En attendant, la bataille pour cette loi peut permettre de construire une solidarité parmi les travailleurs de tout le pays et même du monde.■

Takagi SUMIKO
"AMPO", Vol 18 N° 2-3
Tokyo 1986.

Difficile d'être femme et travailleuse

LES chandails sur ordonnance. Avec quoi allons-nous laver ? Les clients se marchent toujours sur les pieds. Les chaussures, ce sera pour janvier. De longues queues dans des magasins crasseux. » Ce n'est pas un poème surréaliste. Juste quelques titres pris au hasard au mois de novembre dans *Zycie Warszawy*, le principal quotidien de Varsovie. Et novembre fut un mois particulièrement clément l'automne dernier : faire la queue ne signifiait pas encore attendre dans le froid et dans la neige par moins 20 degrés, comme ce fut le cas un peu plus tard.

A longueur de colonnes, la presse officielle dénonce la pagaille organisée, les carences en tous genres dans l'approvisionnement et la mauvaise qualité des produits fabriqués. La virulence du ton employé en dit long sur la gravité de la situation. L'explication avancée par les responsables interviewés dans les journaux pour « justifier » l'absence de tel ou tel article sur le marché se résume à quelques mots qui reviennent de manière lancinante : manque de matières premières, manque de pièces de rechange. Un mal qui frappe l'ensemble de l'économie polonaise, mais plus particulièrement la production des biens de consommation courants et qui se traduit par un véritable calvaire pour les consommateurs, obligés de courir d'un coin de la ville à l'autre à la recherche de ce dont ils ont besoin.

Jacqueline HEINEN

Or la presse n'insiste guère sur le fait que la plupart des clients dans les magasins sont des clientes, que la grande majorité de ceux qui font la queue sont des femmes et que ce sont elles les premières touchées lorsqu'il s'avère impossible d'acquérir un pull-over, des chaussures, de la lessive ou une machine à laver. *"En 1980, comme durant les années précédentes, il a manqué 179 millions de rouleaux de papier hygiénique - autrement dit, près de 40% des besoins. Rien n'indique que l'industrie concernée vienne à bout de ce problème insoluble d'ici la fin du siècle"* affirme *Veto*, le journal de la Fédération des consommateurs qui existe depuis 1982 (1). Un autre article du même journal indique qu'à Gorzow, les gens ont fait la queue des heures durant - certains pendant toute la nuit - devant le magasin censé recevoir des machines à laver. Ils ont fini par rentrer chez eux lorsqu'il fut devenu clair que ce ne serait encore pas pour ce jour-là, faute de camion pour livrer les machines annoncées. Le journaliste protestait contre le fait que la coopérative ne se soit même pas donné la peine d'avertir les clients. Mais là encore, on décrit les aléas de la vie quotidienne comme s'ils frappaient tout le monde de manière identique.

EST-CE RIDICULE DE FAIRE LA CUISINE ?

Or le partage des tâches domestiques n'est, hélas, pas plus répandu à l'Est qu'à l'Ouest. En témoignent les statistiques de l'Office national des statistiques (GUS) pour 1984 (2). Elles indiquent que les femmes effectuent près de 5 heures de travaux ménagers par jour, contre moins d'une heure et demie pour les hommes (le rapport est encore plus défavorable que dans un pays comme la France) et qu'elles assument plus des trois-quarts des tâches répétitives - cuisine, vaisselle, lessive, repassage. Pour les courses quotidiennes, la participation du mari n'est pas beaucoup plus élévée. Or, c'est une activité qui demande autrement d'efforts que dans les pays capitalistes. On paie même des personnes âgées qui arrondissent ainsi leurs maigres pensions pour qu'ils fassent la queue à votre place.

Y a-t-il un espoir de voir un jour les choses changer? *"J'estime qu'il n'est pas du tout honteux pour un homme d'effectuer des travaux ménagers. Ce qui est honteux, c'est qu'il ne sache pas le faire. Pourquoi un homme qui met la table et qui sert les plats, qui remplace sa femme fatiguée en faisant la cuisine serait-il ridicule? Un serveur de restaurant ne l'est pas ! Ni un décorateur posant des rideaux, ni un cuisinier, ni un tailleur, ni un pâtissier, ni un homme travaillant dans une blanchisserie. Nous ne trouvons pas bizarre que quelqu'un remplisse une profession, mais ces mêmes activités sont jugées honteuses lorsqu'elles sont le fait d'un homme à la maison. La division des tâches entre hommes et femmes est une chose absurde et mensongère"* (3). Tels sont les propos d'un homme s'adressant à *Kobieta i Zicie* ("Femme et vie") qui a reproduit récemment un choix des lettres publiées dans le courrier des lecteurs depuis la naissance de ce journal féminin, voici plus de quarante ans. Est-ce un hasard si cette lettre date des années quarante quand toute la propagande officielle insistait sur le caractère vital de la participation des femmes à la production pour faire face aux tâches de reconstruction d'un pays dévasté par la guerre? Un autre lecteur - des années soixante celui-là - se plaint à la rédaction de ce que son épouse, qui travaille à l'extérieur comme lui, refuse de tout faire à la maison. *"Elle dit qu'elle n'a pas le temps et elle ne veut pas faire la lessive. Je repasse déjà mes pantalons, mais peut-on attendre de moi que je repasse aussi mes chemises, que j'aide au ménage et même à la lessive? Mais qu'est-ce qu'elle veut ma femme?(...) Je reconnais qu'elle est surmenée et que le travail domestique la fatigue. Mais enfin, moi je travaille et j'aimerais bien me reposer un peu quand je rentre à la maison, mais ma femme ne veut pas ou ne peut pas le comprendre. Elle a d'ailleurs élevé notre fils a sa manière. Il repasse lui-même ses chemises, lave ses chaussettes, et en plus, il nettoie la maison et s'occupe des repas. Qu'est-ce que ça va devenir pour un homme?"* (4)

Un discours qu'on aimerait dépassé mais qu'on retrouve hélas, dans la bouche de nombreux travailleurs à l'heure actuelle, y compris chez les militants de Solidarité. Cette division des tâches au sein de la famille, profondément ancrée dans les esprits et dans la réalité prolonge une division sexuelle du travail qui perdure et des discriminations en matière de responsabilités dans le domaine professionnel.

UN EMPLOI "FEMININ" EST UN EMPLOI DEVALORISE

Quand bien même les femmes contribuent à la production d'une part essentielle des richesses nationales, quand bien même leur taux d'activité professionnelle qui était inférieur à 25% de l'ensemble de la main-d'œuvre juste avant la guerre soit aujourd'hui de 45% (et la plupart à plein

1. *Veto*, no 1, 4.1.1987
2. *Sytuacja spoleczna-zawodowa kobiet w* 1983, GUS 1984
3. *Kobieta i Zycie* no 1, 7.1.1987
4. Idem

temps), la ségrégation de l'emploi n'a pas diminué pour autant. Elle continue à se traduire par l'existence de branches industrielles à dominante féminine ne faisant pas partie des "secteurs clés" de l'économie. Tout comme à l'Ouest, la courbe des salaires est très explicite à ce propos : plus il y a de travailleuses dans une branche, plus les salaires sont bas, et vice-versa (5). La ségrégation professionnelle se traduit également par une concentration de la main-d'œuvre féminine dans les services - finances, santé, enseignement, commerce en particulier. Elle se traduit enfin par la discrimination entre les métiers "masculins" et ceux qu'on définit comme "féminins", ces derniers étant presque toujours moins bien payés et moins bien considérés. Fraiseur s'accorde toujours encore au masculin, et fille de salle au féminin.

Pourtant, des progrès significatifs ont été accomplis quant à l'éducation des femmes. En 1983, la proportion des filles dépassait celle des garçons dans les lycées, et même dans l'enseignement supérieur pris dans son ensemble. Oui mais..., dans les lycées et dans les universités techniques ouvrant plus directement sur des débouchés professionnels bien rémunérés, elles avaient toujours la portion congrue. Et la présence des femmes n'a guère varié depuis dix ans parmi ceux qui obtiennent leur doctorat : environ un tiers, cette proportion diminuant de moitié au niveau des thèses d'Etat.

Cette contradiction entre la progression du degré de formation et de qualification des femmes et la place qu'elles occupent dans les rapports de production et les rapports sociaux, on la trouve sur tous les plans. Leurs poids relatif va diminuant parmi les ouvriers qualifiés de l'industrie alors qu'il augmente chez les non-qualifiés. Lorsqu'elles ont un emploi requérant une formation secondaire, trois fois sur quatre elles occupent des postes administratifs de peu de prestige à bas salaires. Un certain nombre d'entre elles font bien sûr partie de la maîtrise, mais presque toujours à des postes intermédiaires. Elles ne représentent qu'un peu plus de 6% des directeurs, et sont surtout à la tête de petites entreprises.

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT ?

Quand on leur pose la question, la très grande majorité des polonaises disent ne pas souhaiter devenir cadre et, qu'à tout prendre, elles préfèrent une augmentation de salaire à toute autre forme d'avancement. Comment s'en étonner alors qu'en moyenne, elles gagnent environ un tiers de moins que les hommes? Et si elles se montrent aussi modestes dans leurs ambitions professionnelles, n'est-ce pas parce que toute autre attitude leur apparaît irréaliste? Les enquêtes effectuées montrent que la plupart des femmes interrogées revendiquent le rôle de gardienne du foyer, de mère et de ménagère qui leur est attribué. Mais pourquoi aspirer à plus de responsabilités dans le travail quand on ne s'en sort déjà pas avec un emploi à plein temps et le fardeau des tâches domestiques, surtout lorsqu'on a des enfants en bas-âge?

Le recours massif au congé parental payé qui était réclamé depuis des années et fut introduit en 1981 sous la pression de Solidarité, est un signe évident de l'incapacité où se trouvent la majorité des jeunes mères de parvenir à tout concilier. En 1983, 89% de celles qui étaient concernées ont choisi d'interrompre leur travail pour une période d'une ou plusieurs années, malgré une perte financière équivalant au tiers, voire à la moitié de leur salaire et le handicap que cela représente pour leur carrière (6). A la question de savoir pourquoi elles ont choisi le congé parental, plus des trois quarts d'entre elles répondent que c'est pour pouvoir s'occuper personnellement de leur enfant. Mais dans le même temps plus de la moitié affirment que c'est parce qu'elles n'ont pas la possibilité de le confier à quelqu'un de leur famille ou à une personne de confiance. Ce qui démontre pour le moins une certaine ambivalence dans la manière dont elles abordent le problème de l'équilibre entre leur vie familiale et leur vie professionnelle.

Toutefois, il est frappant de constater que l'argument du manque de crèches intervient très rarement (2,6% des cas) dans la décision d'avoir recours au congé parental, tant la conviction semble ancrée que ce type de structures n'est pas à même de répondre aux besoins de la prise en charge de très jeunes enfants. *"Nous, les femmes, nous ne devrions pas sacrifier notre 'moi' à la maison et aux enfants, mais nous n'avons pas d'autres solution. Les crèches et les maternelles sont vraiment un 'mal nécessaire' dans notre pays un lieu ou l'enfant n'est pas toujours bien traité et où il tombe malade trop sou vent"* (7) affirme une jeune mère qui dit rêver de pouvoir travailler et d'avoir des contacts sociaux, d'être quelqu'un que ses enfants désirent prendre en exemple au lieu de n'être que celle qui materne et qui gronde.

DES CRECHES AU COMPTE-GOUTTE

Il faut dire que la situation des crèches n'a cessé de se dégrader, sur le plan quantitatif comme sur le plan qualitatif. Des efforts substantiels avaient été fait au lendemain de la dernière guerre dans la mise en place d'équipements collectifs, et en particulier de structures d'accueil pour les tout-petits afin d'encourager les jeunes femmes à prendre un emploi salarié. D'un chiffre quasi nul, le nombre de places dans les crèches atteignit près de 15 à 20% de l'ensemble des enfants de moins de trois ans au début des années soixant-dix. Mais cette proportion n'a cessé de diminuer

Comment sortir des choux et des pommes de terre ?

A la fin de l'année 1986, les salaires d'ouvriers qualifiés s'étalaient de 30 000 à 70 000 zlotys par mois, selon les secteurs et le type d'emploi. Les retraités, en revanche, touchaient souvent une somme inférieure à 10 000 zl. (surtout les femmes). Et nombre de travailleuses, ouvrières semi-qualifiées, employées des services, n'étaient guère mieux lotties, leurs revenus allant de 8 000 à 15 000 zl. dans la plupart des cas.

Il faut comparer à ces revenus les prix de certains produits de première nécessité. Telles des bottes fourrées pour l'hiver introuvables dans les magasins d'Etat, comme le dit d'ailleurs la presse officielle, et qu'on ne rencontre que dans les magasins "Komis" revendant des articles provenant de l'étranger où elles peuvent coûter de 30 000 à 80 000 zlotys. Ou encore des fruits riches en vitamines et donc important pour la croissance des enfants comme les oranges et les citrons totalement absents des marchés d'Etat, mais abondants dans certaines boutiques privées où ils coûtent respectivement 1 800 et 1 600 zlotys le kilo. Les endives et les tomates n'y coûtent "que" 400 zlotys...

Des prix totalement inabordables par conséquent pour une mère seule qui n'a pas la possibilité d'arrondir ses fins de mois en prenant un travail supplémentaire au noir comme le font énormément d'hommes, et qui devrait payer un dixième ou même un cinquième de son salaire pour cinq ou six oranges ! Et même pour un ménage disposant d'un revenu de 80 à 90 000 zlotys lorsque tous deux travaillent et gagnent bien leur vie, cela mettrait encore le kilo d'agrumes à 300 fr. et les tomates à 80 fr. si l'on prend comme comparaison un couple français gagnant 15 000 fr., sans parler des bottes dont on se demande qui peut les acheter. ■

5. Voir *Kobieta w Polsce*, GUS 1985 et *Rocznik Statystyczny Przemyslu*, GUS 1984.

6. Voir *Adam Kurzynowski*, "Nowe Tendencje w Wykorzystywaniu Zasilkow i Urlopow Wychowawczych" in *Polityka Spoleczna*, no 2, 1985

7. *Kobieta i Zycie* no 32, 6.8.1986

depuis lors, retombant à 4,3% en 1982, un chiffre qui n'a rien à envier à la pire des situations en Europe de l'Ouest.

Or, les travailleuses des pays occidentaux protestent contre une politique visant à faire reporter sur la famille des tâches qui, partiellement, étaient prises en charge jusque-là par des institutions publiques. Car d'une part, cela revient à freiner le déroulement de carrière des femmes qui continuent à travailler à plein temps, et d'autre part,interdire l'accès des emplois stables, qualifiés et bien payés à toutes celles qui "choisissent" le travail à mi-temps parce qu'elles n'arrivent pas à s'en sortir ou qui se voient carrément obligées d'interrompre leur travail à un moment et à un âge souvent décisifs pour l'acquisition de qualifications et de responsabilités.

La Pologne est-elle un cas à part? La classe ouvrière, et les femmes en particulier, seraient-elles insensibles à ces problèmes? A l'évidence, l'opinion dominante dans ce domaine est pour l'essentiel la conséquence de l'expérience négative faite par la population depuis plusieurs décennies.

La politique de la bureaucratie en matière de construction d'équipements collectifs - crèches et maternelles en particulier - a toujours été utilitariste et opportuniste, selon les intérêts du moment et le besoin plus ou moins important de recourir à la main-d'œuvre féminine. Aux discours de l'immédiat après-guerre sur le travail salarié des femmes (et donc sur les équipements collectifs) correspondant aux nécessités de reconstruction du pays, on a vu succéder un discours inverse au début des années soixante, insistant sur le rôle de la mère au foyer et enjoignant aux femmes de veiller elles-mêmes sur leurs enfants. Comme par hasard, cela correspondait à une période où le chômage (non dit, mais bien réel) atteignit 4 à 7% de la population active et jusqu'à 16% des femmes à l'échelle nationale (8). Et le nombre des crèches qui avait triplé durant la première décennie progressa à peine sous Gomulka. Puis après les émeutes de 1970, vint Gierek dont la politique de développement tablait sur une forte croissance du potentiel de production.et l'on assista à une reprise des investissements dans ce domaine entre 1971 et 1974. Mais ensuite les priorités s'inversèrent à nouveau et la crise économique qui éclate à la fin des années soixante-dix devait s'accompagner d'une véritable débâcle au point d'en arriver à la situation actuelle.

L'introduction d'une allocation de congé "parental" d'un montant ridiculement bas est sans doute apparue aux autorités comme un moyen de parer au plus pressé, sans compter que cette mesure s'inscrivait dans le droit fil d'un discours de plus en plus réactionnaire quant aux

rôles des femmes, rejoignant pour l'essentiel celui de l'Eglise catholique.

Aujourd'hui pourtant, les contradictions ont atteint un point culminant car les besoins en main-d'œuvre sont manifestes et l'engouement des femmes pour le congé parental commence à poser problème.

UN "SOCIALISME" SANS SERVICES SOCIAUX ?

En effet, la crise économique qui existe depuis le début des années quatre-vingt et l'augmentation de la dette extérieure ont interdit le renouvellement et la modernisation du parc des machines, comme l'achat des licences indispensables pour introduire une véritable rationalisation et une automatisation du processus de travail dans l'industrie et dans les services. Aussi a-t-on toujours à faire à un système de production reposant fondamentalement sur une utilisation extensive de la main-d'œuvre féminine dans une part croissante de secteurs de l'économie. Mais comme les caisses sont vides, il n'est pas question de consacrer les sommes nécessaires à la mise en place des services qui dégageraient les travailleuses de "leurs" tâches familiales. Quelle que soit la solennité des promesses officielles, lorsque vient le moment d'effectuer des choix dans les priorités d'investissements, la logique bureaucratique habituelle l'emporte : l'argent va aux secteurs clés de l'économie (ou considérés comme tels) et les autres besoins passent à la trappe, à commencer par les services sociaux. Et cela n'a rien à voir avec le sentiment exprimé par la population sur l'utilité de tel ou tel équipement, comme le montre la question des maternelles que la très grande majorité des travailleurs jugent indispensables (contrairement aux crèches) et qui couvrent à peine 50% des besoins pour les enfants de 3 à 6 ans. Sans parler de leur coût pour les familles, environ 2 000 zlotys avec les repas, ce qui est loin d'être négligeable lorsqu'on a plusieurs enfants et qu'on effectue ses calculs sur la base d'un salaire de 8 000 zlotys comme le faisait remarquer une lectrice de *Kobieta i Zycie* à l'été 1986. (9) Car à l'Est comme à l'Ouest, c'est bien sûr le salaire de la femme qui sert de référence pour prendre une décision. Sauf cas tout à fait exceptionnels, il n'est même pas question que l'homme envisage de s'arrêter de travailler puisque la femme gagne moins et que les tâches familiales lui reviennent "de droit".

D'une manière générale, le mépris des autorités pour les problèmes spécifiques que rencontrent les familles, et les femmes en particulier, saute aux yeux. Qu'il s'agisse de carences croissantes du point de vue des transports scolaires à la campagne où les enfants doivent souvent faire plusieurs kilomètres à pied pour se rendre à l'école, du nombre ridicule de cantines dans les écoles et dans les usines ou encore de laveries : tous les chiffres sont là pour montrer le fossé qui existe entre les discours et la réalité. Certes, les polonaises disent elles-mêmes qu'elles préfèrent cuisiner pour toute la famille et faire leur lessive à la maison. Mais les trois-quarts d'entre elles expliquent qu'elles réagissent ainsi en raison de la mauvaise qualité des repas servis en cantine et des problèmes de santé qui en découlent, ou encore des prix élevés des laveries dont les prestations laissent plus qu'à désirer (linge pas net, rapidement usé etc). Et leur préférence exprimée pour la machine à laver automatique individuelle n'a de toute façon aucune incidence sur la politique d'investissements dans cette branche de la production, comme les articles de la presse officielle le montrent assez crûment.

UNE BATAILLE A LONG TERME ET QU'IL FAUT COMMENCER MAINTENANT

Il apparaît donc clairement qu'en matière d'équipements collectifs, tout comme dans le domaine de la production des biens de consommation courants, on ne peut pas dissocier la question de la qualité et celle de la quantité, car toutes deux renvoient à une même politique. Le scepticisme affiché par la majorité des familles polonaises à l'idée de recourir aux crèches, la crainte - justifiée ou non - que les enfants y attrapent toutes sortes de maladies sont largement compréhensibles, compte tenu des surcharges d'effectifs (le nombre d'enfants admis dans les crèches dépasse d'environ 20 à 30% le nombre des places recensées), du manque de personnel (on compte souvent 30 à 40 enfants pour une éducatrice!) et surtout de personnel qualifié, toutes tares maintes fois dénoncées par les autorités elles-mêmes.

Toutefois, la conviction que l'enfant se développera mieux si sa mère reste auprès de lui serait-elle aussi forte si l'on disposait de structures bon marché et de qualité à proximité, dans l'immeuble ou dans le quartier, avec un petit nombre d'enfants pris en charge par des gens bien

8. Données qu'on retrouve dans une série d'ouvrages dont celui de *R.Wieruszewski Rownosc kobiet i meszczyzn w Polsce Ludowej*, Poznan 1975

9. *Kobieta i Zycie* no 32, 6.8.1986

préparés et motivés, ce qui veut aussi dire bien payés ? Pour notre part, nous sommes convaincus du contraire.

Nous en voulons pour preuve que dans les pays voisins comme la Suède et l'Allemagne de l'Est, on ne tient pas du tout le même discours sur les crèches qu'en Pologne - quelles que soient les disparitéqs des systèmes économiques et politiques en présence, et quelles que soient les critiques qu'on peut leur adresser par ailleurs. Le ton est plutôt à la revendication populaire pour qu'on construise plus d'équipements pour la petite enfance, et de meilleure qualité. Mais cette attitude se fonde sur une expérience distincte, sur une réalité où les besoins sont couverts entre 40 et 60% pour la population des enfants de moins de 3 ans (et à près de 90% pour les 3-6 ans en Allemagne de l'Est). Certes, la question du nombre n'épuise pas le débat sur la qualité, sur le type de crèches souhaitées, leur financement et le type de gestion le mieux adapté. Mais au moins, il donne un sens à une telle discussion.

Il restera vain de parler d'émancipation des femmes tant que subsisteront des inégalités aussi profondes entre le statut des hommes et des femmes - l'article qui précède ne faisant qu'en illustrer certains aspects dans un régime soi-disant "socialiste" comme la Pologne. A lui seul, le maintien de l'inégalité salariale dénoncée depuis si longtemps est un facteur de dépendance pour les femmes, et donc d'oppression. L'inégalité professionnelle a pour conséquence un statut social et une valorisation différents, et donc une relation de pouvoir s'instaurant aux dépens des femmes. Sans parler du fait que la répartition inégale des tâches au sein de la famille se traduit automatiquement pour elles par une diminution du temps de loisir et du temps de repos. Comment prétendre bâtir une société plus juste dans de telles conditions?

Loin de nous l'idée qu'il soit possible de surmonter les inégalités actuelles sans une remise en cause radicale des rapports sociaux. La bureaucratie, comme la bourgeoisie, a tout avantage au maintien des divisions existantes entre les sexes - *"diviser pour régner"* dit le dicton. Mais en Pologne comme à l'Ouest, la bataille contre les discriminations dont les femmes sont l'objet ne saurait être remise à demain sous prétexte qu'il s'agit d'une lutte de longue haleine. Il est un certain nombre d'idées toutes faites quant aux différences "naturelles" entre le travail féminin et travail masculin à propos desquelles chacun et chacune d'entre nous peut commencer à s'interroger en s'efforçant d'agir sur ce qui est à sa portée immédiate. ■

Jacqueline Heinen
17 février 1987

MEXIQUE

Reconversion industrielle, à qui doit-elle profiter ?

EN juillet 1985, nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) obtenaient six députés au parlement, malgré la traditionnelle fraude électorale au profit du Parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) (cf. *Inprecor* numéro 202 du 9 octobre 1986).

La fraction parlementaire du PRT utilise la chambre des députés comme une tribune, un relais de l'intervention du parti sur tous les terrains. Très vite, ils ont acquis une réputation « d'enragés » ne se prêtant pas au jeu de la bienséance parlementaire que requiert la démocratie bourgeoise.

En novembre 1986, le parlement mexicain a discuté de la reconversion industrielle mise en œuvre par le gouvernement de Miguel de la Madrid, reconversion qui s'est soldée jusqu'à présent par la liquidation de pans entiers de l'économie et la privatisation d'importants secteurs industriels ou financiers.

La dernière en date est d'ailleurs en passe de se convertir en un scandale national. Au début du mois de février, deux des plus importantes banques mexicaines Bancomer et Banamex ont mis en vente respectivement 23,07 % et 34 % de leur capital. Quelques jours après les achats effectués par des investisseurs privés mexicains ou étrangers, dont l'identité est toujours inconnue à ce jour, la valeur de la vente avait été multipliée par 150 et 240 %. Interpellé à la chambre, le PRI se refuse à toute commission d'enquête.

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention faite à la chambre, au nom du PRT, par la députée Rosalia Peredo Aguilar sur les problèmes soulevés par la reconversion industrielle au Mexique. ■

DOCUMENT

Le débat autour de la reconversion industrielle n'est pas strictement technique. Le nombre d'entreprises déficitaires ou la vétusté de leur système de production ne doit pas être le seul angle d'approche du problème. La reconversion industrielle, ou modernisation de l'infrastructure productive, est un phénomène directement lié à la crise que vit le pays. Le problème des reconversions se pose aujourd'hui, il ne se posait pas voilà dix ans, alors pourquoi parle-t-on de reconversion à l'heure actuelle ? Et derrière cette interrogation s'en profile une autre : à qui bénéficie la reconversion industrielle et comment la mène-t-on ? Le peuple mexicain tout entier doit d'abord définir quels sont les secteurs de la population qui devraient bénéficier de la reconversion industrielle.

LE ROLE DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

Dans les années soixante-dix apparaît le débat autour de la présence de l'Etat dans les secteurs productifs et les services. Ce furent en particulier les chefs d'entreprises qui remirent en question l'intervention de l'Etat dans l'économie. Avant cette date, le patronat se limitait à exiger un appui accru et des tarifs préférentiels pour ses activités industrielles. L'intervention de l'Etat dans l'économie a toujours existé depuis le début du siècle. C'est d'ailleurs un mandat constitutionnel.

L'intervention de l'Etat a joué un rôle très important dans la période qui va des années trente aux années soixante. Il subventionnait un processus d'accumulation de capitaux dans le secteur privé de l'industrie, l'agriculture et les services. l'Etat mexicain a apporté les éléments d'infrastructure afin que le capital privé puisse pleinement se développer. Il a construit les routes, le chemin de fer et les voies de communications nécessaires. Les industriels ont été assurés de la fourniture permanente d'énergie électrique et de combustible à très bon marché, à prix subventionnés, sans parler même des gracieuses exonérations d'impôts et des appuis fiscaux dont ils bénéficaient pour leur développement. A cette époque, absolument aucun chef d'entreprise n'avait l'idée même de remettre en question les subventions qu'il recevait de l'Etat. Personne ne posait de question sur les entreprises déficitaires du gouvernement. Personne, pas même le gouvernement, ne se souciait de la véritable décapitalisation des entreprises de l'Etat, puisque c'était sa fonction : apporter les subventions et l'infrastructure nécessaires pour qu'un petit nombre de mexicains détenteurs de capitaux puissent les reproduire en les investissant dans la production et faire ainsi "progresser" le pays.

A la fin des années soixante-dix, la situation change radicalement. Les effets

retardés de la récession mondiale arrivent au Mexique, et se traduisent tout d'abord par la contraction des investissements de la part des capitalistes mexicains. Ces derniers, terrifiés à l'idée de voir leurs énormes profits se réduire, ont choisi de ne plus investir. C'est ainsi que se crée le phénomène que nous connaissons alors : les investissements de l'Etat deviennent supérieurs aux investissements privés. Le gouvernement commence à acheter des entreprises dont ne veulent plus les patrons, voulant ainsi éviter de donner l'impression à l'extérieur qu'il n'était plus rentable d'investir au Mexique. L'Etat providence a réagi en essayant de protéger l'image du pays et en élaborant sa propre théorie de l'intervention de l'Etat dans l'économie. En se mettant à acheter des entreprises privées, entérinant par là même un certain mode d'accumulation capitaliste, le gouvernement a voulu couvrir la poltronnerie patronale et éviter une détérioration trop importante des rapports économiques et sociaux dans le pays.

Le gouvernement devient alors propriétaire d'hôtels, de restaurants, de fabriques de bicyclettes, de vaisselle ou de pantalons mais le conflit de fond n'est pas résolu pour autant. Le capitalisme commence à accroître ses profits non plus par l'augmentation de la productivité mais par la réduction des salaires.

La première convention signée par le gouvernement de Mexico avec le Fonds monétaire international (FMI) stipule un contrôle sévère sur les salaires. Dans un contexte de crise, c'est le gouvernement mexicain qui devait fixer les normes en matière de salaires et qui définissait l'avenir : quelques années de reprise économique basée sur une réduction drastique des salaires et du niveau de vie des travailleurs. A cette date, il devient clair que les changements que pourrait connaître le pays signifieraient misère pour les travailleurs et que la reprise s'efffectuerait au bénéfice des capitalistes privés et des fonctionnaires publics enrichis.

laires réels ont été réduits en dix ans, de 1976 à aujourd'hui, d'environ 50%. Ce coup brutal contre les travailleurs mexicains ne sera pas amorti par le projet de reconversion industrielle. Plus, tout indique que cette reconversion industrielle sert les intérêts d'un groupe réduit de mexicains, la grande masse de la population mexicaine ignore à ce jour ses bénéfices. Personne n'est contre la modernisation de l'infrastructure productive du pays. Mais ce problème jette le discrédit sur les soi-disant patrons entreprenants, et met à nu leur peur de perdre leurs profits et leur incapacité à innover en temps de crise.

Nous devons aujourd'hui répondre à cette question : *"A qui va servir la modernisation"*. Jusqu'à présent, on a pu constater qu'elle favorisait certains groupes industriels, mais pas le peuple. Une reconversion industrielle authentique devrait assurer une meilleure production et plus d'emplois. Sans ces deux conditions, se sera une faillite. Ce projet de grande envergure a commencé à faire sentir ses effets dans certaines branches stratégiques de l'économie. Le projet du gouvernement a deux volets : la reconversion productive à proprement parler, et la liquidation des entreprises de l'Etat, cette dernière s'accélérant.

UNE RECONVERSION INDUSTRIELLE, POURQUOI ?

En 1983 on avait déjà touché à l'industrie automobile, en 1986, ce fut le tour de la sidérurgie, des fertilisants, de l'industrie sucrière et de toute une série d'entreprises de production de biens de consommation durables, comme l'électroménager. De plus, suivant les indications du ministre chargé de cette branche, des secteurs de la pétrochimie de base vont être ouverts aux investissements des entreprises privées, nationales ou étrangères. Cette dénationalisation virtuelle d'un secteur stratégique de l'économie va réduire, n'en doutons pas, nos possibilités de sortir de la crise.

Cette rentrée des capitaux étrangers se note également dans l'utilisation des technologies étrangères. La centrale électrique nucléaire de Laguna Verde, en est un bon exemple. La mise en service de cette usine, à laquelle mon parti s'oppose pour de multiples raisons, va accroître la dépendance du pays parce qu'elle est entièrement basée sur la technologie américaine. Laguna Verde est loin d'être une exception. De nombreux projets industriels où l'Etat est impliqué, sont basés sur l'utilisation de technologies étrangères qui rend le pays de plus en plus vulnérable. La deuxième phase de ce qui devait être le complexe sidérurgique le plus important d'Amérique latine, Las Truchas à Michoacan, est freinée par le manque de ressources économiques nécessaires à l'achat de la technologie japonaise indispensable à l'étape actuelle de sa construction.

Quand on pense en termes de projet national, l'indépendance technologique est vitale. Si l'on n'impulse pas la recherche pour l'acquérir, toute reconversion industrielle devient fondamentalement une dénationalisation. La part de la technologie étrangère dans les projets de Laguna Verde, de Las Truchas, de FERTIMEX (entreprises de fertilisants, ndlr.) dans le domaine agro-industriel, est un élément clé de cette prétentue reconversion.

Tout ce qui touche aujourd'hui au développement de l'agro-industrie nous fournit une démonstration éclatante de ce processus.

L'appui total donné par le gouvernement aux grandes entreprises agricoles a eu pour conséquence de modifier les formes de production. De hauts rendements ont été obtenus pour des cultures étroitement liées à l'agro-industrie, secteur dominé quasi intégralement par les multinationales de production d'aliments composés pour animaux. La culture du mil, du soja, de la carthame a été imposée. Dans le cas des cultures maraîchères, on a favorisé celles qui exigent une production plus mécanisée, en liaison avec les conserveries modernes. Toutes ces nouvelles productions agricoles requièrent des engrais, des herbicides, des machines etc. provenant pour beaucoup de l'étranger. Dans la plupart des cas, l'Etat a fonctionné comme un intermédiaire entre la paysannerie et les entreprises multinationales, via des entreprises comme TABAMEX ou INMECAFE. Le coût de cette nouvelle technique sophistiquée pourra être assumé par les grands entreprises ou les grands propriétaires terriens, mais jamais par les paysans. C'est pourquoi nous affirmons que les projets de "reconversion industrielle" avancés par le gouvernement sont une dénationalisation de fait et répondent à des intérêts étrangers. Dans ce processus, priorité n'est pas donnée aux besoins populaires. Ces projets ne défendent pas la nation et la souveraineté économique nationale, le gouvernement peut le prétendre mais les faits démontrent exactement l'inverse.

LICENCIEMENTS ET SUREXPLOITATION

La reconversion industrielle a signifié le chômage pour des milliers de travailleurs qualifiés. Dans les acieries de Monterrey, où jamais le gouvernement n'a recherché le dialogue avec les travailleurs, les licenciements ont touché des milliers d'ouvriers qui travaillaient dans la sidérurgie depuis des décennies. Avec leur mise en chômage, le pays perd tout un secteur de travailleurs qualifiés et expérimentés. Visiblement le gouvernement s'en moque, comme il ne se soucie guère du fait que les milliers de travailleurs des aciéries de Fundidora soient sans travail et marginalisés de la société. Certes ces ouvriers ont touché une indemnité supérieure à celle prévue par le Code du travail, mais cet argent est un miroir aux alouettes et l'emploi perdu est une réalité permanente et lancinante. Ce qui est important dans le cas des aciéries de Monterrey, qu'on pourrait ériger en monument symbole du grotesque des "plans et projets" du gouvernement, c'est le gâchis des ressources humaines. Le plus grave c'est que ces

reconversions se traduisent à la fois par le chômage pour certains et un surcroît de travail pour les autres. Chômage pour les malheureux qui perdent leur emploi et travail accru pour ceux qui demeurent dans les usines. Le but des reconversions, consiste à augmenter la productivité avec moins de travailleurs, ce processus se traduisant par une intensification de la journée de travail. Il n'est nul besoin de l'allonger, il suffit de l'intensifier.

Ces reconversions se traduisent aussi par le licenciement pur et simple. On fait plus de travail avec moins de travailleurs, sans apport de nouvelles technologies. C'est ce qui s'est produit dans le secteur de la pêche où il est de pratique courante, en conformité à la loi d'ailleurs, de licencier l'ensemble des travailleurs, pour ensuite en réembaucher la moitié, voire moins, avec une convention collective sensiblement plus défavorable que le contrat antérieur. Par exemple, dans l'entreprise des Produits de pêche Yulcapetel, dans le Yucatan, avec ce procédé, on ramena les étrennes à l'équivalent de 15 jours de salaire contre deux mois auparavant, en plus d'une baisse générale de la grille des salaires. On a réduit de moitié le nombre de travailleurs et ceux qui sont actuellement employés, travaillent dans des conditions d'exploitation infrahumaines. Dans les chemins de fer, la transformation du processus de travail à l'oeuvre laisse sans emploi des milliers de travailleurs et le syndicat, qui craint un phénomène similaire à celui des aciéries de Monterrey, accepte tout sans mot dire, sans défendre l'emploi des travailleurs. Les mêmes faits se reproduisent dans les hauts fourneaux de Monclova, de Coahuila. Sous prétexte de "moderniser" le processus de production, on prévoit de fermer plusieurs hauts fourneaux et avec ceux qui demeureront, produire néanmoins plus d'acier. Quelles seront les conséquences de ces restructurations? Elles vont impliquer des risques énormes pour les ouvriers parce qu'ils seront exposés plus longtemps devant les fours, avec tous les dangers d'accidents et les risques pour leur santé qui en découlent. Dans ce contexte, on prétend "réajuster" le personnel à Monclova, pour faire paraît-il des "économies" en augmentant l'exploitation de la force de travail.

Dans l'entreprise de Téléphone Mexico S.A., la digitalisation du système a déjà signifié le licenciement massif de secteurs entiers, chez les opérateurs, à l'entretien etc. Bien qu'on ne puisse constater une amélioration du service téléphonique, la prétendue modernisation avance et, comme dans le cas de Monclova, la digitalisation de Téléphone Mexico S.A signifie d'une part le licenciement de travailleurs, d'autre part l'intensification du travail de ceux qui restent. Nous assistons également à des actes autoritaires sans précédent, comme dans le cas des acieries de Chihuahua où il y a lock out du patronat - c'est- à-dire du gouvernement - et licenciement sans indemnités de 650 travailleurs. Et ce, pour couvrir l'irresponsabilité patronale qui a consisté à fabriquer les barres de fer contaminées radioactivement. A cause d'une entreprise non équipée de laboratoire, on licencie 650 travailleurs sans indemnités.

D'autres secteurs, comme l'automobile, subissent également les effets des reconversions industrielles : l'administration de DINA a littéralement lancé une campagne de calomnies contre le syndicat pour l'obliger à céder sur l'article de la convention collective qui se réfère à la productivité du travail. Lors des dernières discussions contractuelles, l'entreprise a accordé une augmentation de salaire supérieure à celle qu'avait demandée le syndicat mais a maintenu sa position sur l'article mentionné.

Dans le secteur de la pêche, à Fundidora, à DINA, à FERTIMEX, pour ne mentionner que ces cas là, le gouvernement a utilisé le paiement d'indemnités pour acheter les consciences, pour faciliter les "réajustements" et les licenciements et pour faciliter l'intensification de l'exploitation de la force de travail. Le gouvernement projette de fermer vingt usines de l'entreprise FERTIMEX, en promettant d'en ouvrir d'autres. Mais que c'est-il passé jusqu'à présent ? On licencie les travailleurs qui se trouvent ainsi dispersés. La force de travail qualifiée est perdue. On ouvre de nouvelles usines, avec moins de travailleurs, des prestations sociales amoindries, des conventions collectives d'où sont gommés les acquis obtenus par les travailleurs. Dans l'usine FERTIMEX de Cuautitlan, on a licencié mille travailleurs, avec un coût total de 6 milliards de pesos d'indemnités, ressources qui auraient pu être utilisées pour ouvrir une autre usine. Mais le gouvernement ne cherchait manifestement pas à créer des emplois pour les travailleurs de FERTIMEX, il voulait avant tout détruire leur organisation syndicale et éventuellement, trouver d'autres ouvriers qui n'auraient pas la conscience sociale des travailleurs de FERTIMEX. Voilà peu de temps, nous avons appris la fermeture d'une autre usine de FERTIMEX à Veracruz. Jusqu'où ira pour la classe ouvrière cette reconversion industrielle néfaste à la nation ?

RECONVERSION INDUSTRIELLE ET DETTE EXTERIEURE

Nous avons parlé de la sidérurgie, des télécommunications, de l'énergie, le d'automobile, les chemins de fers, de la pêche, mais le processus est identique dans tous les secteurs de l'industrie, dans les services, dans l'agro-industrie, pour le sucre par exemple. La reconversion industrielle est la réponse de l'Etat et des secteurs patronaux à la crise. On cherche à utiliser au maximum les ressources existantes pour produire beaucoup et efficacement, mais dans le seul but d'augmenter les commodités et les profits de certains, non pour aller vers une répartition plus équitable des richesses nationales au profit des plus démunis.

Et directement lié aux projets gouvernementaux de reconversion industrielle, nous trouvons le problème de la dette extérieure. Restructurer l'appareil de production d'un pays, le moderniser, coûte cher, très cher. Comment et avec quoi va-t-on financer ce projet ? Les ressources provenant de l'étranger, qui en tout état de cause ne sont toujours pas parvenues au pays, sont pour la plupart destinées en priorité au Plan de développement et de croissance (PAC). Encore un miroir aux alouettes : la seule chose que nous ayions obtenue avec la négociation de la dette extérieure, c'est l'accentuation de notre misère. Pareil pour les ressources extérieures destinées à "alléger" la situation intérieure.

Le problème du paiement de la dette s'aiguise avec les renégociations des échéances puisque, ce que nous ne payons au -

jourd'hui, nous devrons le payer demain, avec des intérêts supplémentaires. Ainsi, le paiement de la dette extérieure qui s'est effectué et continue de s'effectuer sur la base d'une réduction du niveau de vie des travailleurs, signifie en termes économiques, un transfert massif de richesse des travailleurs et plus largement, des salariés du pays, vers les banques étrangères, le gouvernement et le patronat étant supposés veiller au bien-être des travailleurs et investir pour assurer une répartition équitable des richesses. Avec les éléments que nous venons d'apporter, il est flagrant que le seul projet du gouvernement et du patronat, c'est d'augmenter leurs profits et peut-être, par hasard, quelques miettes tomberont-elles pour les travailleurs.

Ces derniers vont payer deux fois cette soi-disant modernisation du pays. Aujourd'hui, on paie la dette d'hier, qui n'a servi en rien au pays, pendant que vous négociez la dette d'aujourd'hui que les travailleurs paieront demain. Quand nous parlons de pays nous pensons bien sûr à tous les Mexicains et non à une poignée de hauts fonctionnaires et de patrons. Mais de plus, il est évident que les prétendues ressources extérieures qui relèvent pour le moment du rêve, seront dans tous les cas de figure insuffisantes pour mener à bien un véritable processus de reconversion industrielle qui implique une substitution de technologie.

L'avenir immédiat qui se dessine, c'est que votre projet restera à mi-chemin. Vous fermerez des entreprises, licencierez des travailleurs, mais les différents secteurs et branches de l'économie ne pourront être fonctionnalisés sans investissements supplémentaires massifs et constants. Quant aux ressources supplémentaires, nous annonçons dès maintenant notre opposition totale à toute tentative qui viserait à trouver ce financement nouveau par de nouvelles attaques contre le niveau de vie des travailleurs. Nous serons avec les travailleurs dans toutes les luttes contre une réduction du salaire réel ouvrier telle qu'elle s'est pratiquée ces dernières années.

L'échec de la reconversion industrielle est devant nos yeux. Elle échouera parce le pays n'a pas les ressources financières et technologiques propres pour y parvenir. Elle échouera parce qu'elle est liée à un projet étranger, le marché nord-américain. Et elle échouera parce que notre peuple serait prêt à des sacrifices pour conquérir une nouvelle indépendance industrielle, mais il n'est pas prêt de le faire pour enrichir une minorité arrogante du pays.

FAIRE UNE AUTRE POLITIQUE

Pour mener à bien la modernisation du Mexique, une autre politique serait nécessaire, en totale contradiction avec celle du gouvernement.

Une véritable reconversion industrielle supposerait d'abord que nous rassemblions des ressources, mais à l'inverse du gouvernement qui a choisi l'endettement, nous commencerions par cesser le paiement de cette dette.

Ces milliards de dollars que nous économiserions chaque année pourraient s'ajouter aux ressources obtenues par la taxation des profits gigantesques que le capital dégage du travail du peuple mexicain. Dans le même temps, la Banque nationale serait obligée de changer ses priorités. Ainsi, les ressources pétrolières, financières et fiscales accumulées seraient destinées au développement des entreprises qui produisent, entre autres, les biens de consommation pour l'ensemble de la population. C'est à ce type d'entreprises que devraient être affectées les sommes les plus importantes afin de les moderniser ou les reconvertir.

Mais bien évidemment, toute reconversion doit se faire en garantissant les acquis sociaux des travailleurs. Plus, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui devraient bénéficier de ces reconversions, parce que tout pas dans la voie de la modernisation doit s'accompagner d'une amélioration des conditions de vie et de travail.

En même temps, pour inverser la tendance actuelle de l'augmentation du chômage, il faudrait distribuer l'emploi disponible entre tous les Mexicains en âge de travailler, sans réduction de salaire. La semaine de 40 heures payées 56, serait un pas important dans ce sens, peut-être serait-il même nécessaire d'écourter encore la durée du travail.

Enfin, aucune reconversion ne peut être populaire quand elle favorise l'inflation qui ronge les budgets des travailleurs. Si inflation il y a, alors il doit y avoir l'échelle mobile des salaires et un prix garanti et juste des produits agricoles.

Voilà les bases sur lesquelles pourrait se mettre en place une reconversion différente, nationale, démocratique, populaire, à l'inverse de celle que nous subissons aujourd'hui.

Pour faire progresser ce pays, il faut prendre une autre voie, nationale, populaire, démocratique, qui permette de satisfaire les besoins des travailleurs et de défendre la souveraineté du pays face aux agressions étrangères. Le projet de reconversion industrielle du gouvernement nous éloigne de cette voie qui ne sacrifierait pas l'emploi, ne réduirait pas les salaires à l'inverse de ce qu'il pratique.

Nous voulons que les syndicats aient le droit d'intervenir dans la planification de la production contribuant ainsi à déterminer ce qu'on produit, pour qui et en quelle quantité.

Nous voulons que priorité soit donnée à la création d'une technologie propre qui combine la productivité et l'utilisation de toute la main-d'oeuvre disponible, à l'inverse des technologies importées qui augmentent la productivité en réduisant l'emploi et en surexploitant la force de travail. Nous ne sommes pas opposés à la reconversion industrielle mais elle doit avoir pour point de départ les intérêts des travailleurs et non le profit ou l'efficacité capitaliste.

Avant de poursuivre dans la voie où vous êtes engagés, il faut faire une pause et donner la parole au peuple sur cette question. Et ce peuple qui est censé être le bénéficiaire de cette politique industrielle mais qui, pour le moment, en est surtout la victime devra être écouté. Alors seulement on pourra parler de mandat populaire. ■

Parti révolutionnaire des travailleurs
Mexico, 11 novembre 1986.

"A bas l'austérité du PRI !" (DR)

Montée de l'intégrisme islamique

LE mouvement intégriste a récemment fait une démonstration de force en Turquie, en prenant prétexte d'une décision du Conseil supérieur de l'enseignement (CSE), interdisant aux étudiantes le port du « turban », version moderne du tchador. Il s'agissait d'une ruse des étudiantes intégristes pour se couvrir la tête, en contournant la précédente réglementation édictée par le CSE qui avait aussi interdit les moustaches et les barbes «idéologiques » (1) pour les hommes ainsi que les décolletés pour les femmes. Toute une série d'actions de protestation ont été organisées par les groupes d'étudiants intégristes. Ce mouvement, qui avait débuté dans les universités s'est ensuite étendu à d'autres couches sociales. Erbakan, le Président du Parti du salut national (islamiste, dissout après le coup d'Etat de 1980) a participé à une manifestation interdite à Istanbul regroupant 4 000 personnes, où l'on pouvait entendre « On ne peut interdire le tchador », « Turquie musulmane », « Nous voulons la charia (2) ».

Une seconde manifestation s'est déroulée à Konya, dans l'Anatolie centrale, bastion traditionnel des intégristes.

Fuat ORCUN

Ces protestations ont accéléré les discussions sur la force politique de l'islam en Turquie. Le Premier ministre Ozal qui avait été candidat sur les listes d'Erbakan en 1977 mais n'avait pas été élu, a déclaré qu'il ne fallait pas exagérer le danger de l'intégrisme en Turquie, ce dernier ne représentant qu'un danger « potentiel ».

En revanche, le chef de l'Etat Evren, a affirmé qu'il y avait là un danger grave. D'après Evren, les intégristes, auraient même essayé d'infiltrer l'armée et près d'un millier d'étudiants des écoles militaires auraient été renvoyés pour activisme intégriste.

Pourtant, c'est ce même Evren qui avait rendu obligatoire les cours de religion dans les écoles primaires et secondaires, faisant ainsi une entorse importante à la tradition de laïcité de l'enseignement héritée de Mustafa Kemal (voir encart). Evren a également utilisé de façon systématique un vocabulaire « coranique » dans ses discours populaires afin d'obtenir l'aval des masses à ses projets.

Le potentiel électoral de l'islam en Turquie se situe aux alentours de 8 à 10 %. Le Parti de la mère patrie (ANAP), au gouvernement, compte une aile islamiste. Par ailleurs, le Parti du bien être (RP) qui a succédé au parti d'Erbakan, a récolté 4,76 % des voix lors des élections municipales de 1984 et 5,6 % lors des élections partielles de septembre 1986. Enfin, en dehors des courants islamiques modérés qui s'organisent dans des partis politiques, il existe des courants plus radicaux qui refusent de s'organiser sous la forme classique des partis. Les deux courants réunis possèdent des quotidiens qui tirent à plus de 150 000 exemplaires et une trentaine de revues et journaux.

LE RENOUVEAU ISLAMISTE

L'une des raisons officielles du coup d'Etat de 1980 était justement le développement de ce mouvement islamiste. Paradoxalement, ce mouvement a connu son essor le plus important de toute la République turque sous la dictature militaire et le régime de transition qui l'a suivie.

Pendant toute cette période, les cadres islamiques ont non seulement gagné en influence au sein de l'appareil d'Etat, mais aussi, ils ont acquis un certain prestige. Ils ont été substitués aux cadres des mouvements politiques en disgrâce par le pouvoir. Pour la première fois, un gouvernement se réclamant du kémalisme a essayé de tirer l'islam de son rôle traditionnel d'opposant pour lui faire jouer celui de complément idéologique de l'Etat. Et cette opération s'est faite dans le même temps où la direction du Parti du salut national (MSP - islamiste modéré) était traînée en justice par ce même pouvoir.

Les militaires n'ont pas soutenu l'islam en tant qu'idéologie militante mais comme un des facteurs qui pouvaient aller dans le sens de la dépolitisation de la société qu'ils recherchaient. Le résultat obtenu a été tout différent. Au lieu de se transformer en une idéologie de conciliation sous le contrôle de l'Etat, l'islam a renforcé sa propre identité politico-idéologique et aujourd'hui, son influence dans la vie quotidienne est beaucoup plus forte que sa force électorale.

Depuis l'empire Ottoman, le processus de sécularisation en Turquie a connu un développement radicalement distinct de celui des autres pays musulmans. C'est dans ce domaine que l'idéologie républicaine a pris ses positions les plus radicales. L'islam, comme idéologie « d'opposition » n'a pu s'exprimer ouvertement pendant toute une période. Il s'est contenté de soutenir les partis qui s'opposaient au parti fondateur de l'Etat turc moderne, le Parti républicain du peuple (CHP) et en agissant de la sorte, a pu prendre une place effective dans le mouvement d'opposition.

Pendant des dizaines d'années les clivages politiques n'ont pas fidèlement reproduit des clivages de classe et les oppositions « laïques-religieux », « progressites-réactionnaires » ou encore, « kémalistes-anti-kémalistes », ont été admises comme clefs principales pour comprendre et analyser la société (3).

Dans les vingt dernières années, les antagonismes de classes se sont imposés et avec eux, la clarification des clivages politiques. La question de la religion est alors passée au second plan, dans une phase de « redéfinition ».

Après une phase de nombreuses convulsions, l'islam a aujourd'hui davantage de choix quant à sa fonction dans la société, qu'avant le coup d'Etat de 1980.

La montée de ces cadres islamistes dans l'appareil d'Etat lui ouvre des possibilités inespérées auparavant. Autre phénomène significatif de l'évolution de la formation des nouvelles générations, l'augmentation exceptionnelle du nombre des recrues des écoles religieuses.

Officiellement, près de 100 000 enfants suivraient les cours coraniques cette année. Quant aux écoles religieuses de l'Etat, qui donnent droit à un diplôme d'imam (prêtre musulman) leurs effectifs s'élèveraient à 220 000 étudiants, marquant ainsi un accroissement de 65 % dans les quatre dernières années, et le nombre d'étudiantes est passé lui, de 1 000 à 10 000, or les femmes ne peuvent exercer la profession d'imam ! Par ailleurs, il n'y a pas une telle demande d'imam dans la société. Aussi, il est clair qu'un tel enthousiasme pour ces écoles religieuses ne peut s'expliquer ni par le seul débouché profes-

---

1. Les étudiants d'extrême gauche se reconnaissaient physiquement par le port de la barbe et de moustaches tombantes, alors que les étudiants d'extrême droite portaient eux la moustache courte. L'un des premiers actes de la dictature lors du coup d'Etat fut d'interdire cet affichage idéologique sur le visage !

2. Loi religieuse comprenant l'ensemble des obligations qui découlent du Coran et de la Sunna (tradition des enseignements du prophète). Elle embrasse tous les aspects de la vie individuelle et collective des musulmans.

3. En Turquie, le terme de « réactionnaire » regroupe aussi bien tout courant religieux que tous les « conservateurs » en général... puisque dans la terminologie officielle, il n'y a que des progressistes (les kémalistes) et les « réactionnaires » (tous les autres).

sionnel ni pour des raisons économiques.

En fait, nous assistons là à un effort délibéré et systématique du pouvoir politique pour s'assurer la base sociale et les cadres qui perpétueront l'idéologie conservatrice à même de dépasser le clivage historique et artificiel entre laïques et religieux. L'objectif est de parvenir à une paix sociale basée sur une homogénéisation sociale, en commençant par la jeunesse, dont la religion est le ciment. Le coup d'Etat a accéléré ce processus mis en branle avant 1980.

RADICAUX ET MODÉRÉS

Ce phénomène de l'islam politique, dont il ne faut pas sous-estimer les différenciations internes, mérite d'être étudié. Tout le problème est de savoir si l'islam, son aile modérée comme son aile radicale, est une opposition dirigée contre les fondements mêmes du capitalisme ou bien contre les droits et acquis démocratiques des travailleurs au sein de ce système, c'est-à-dire une opposition ouvertement réactionnaire, allant à l'encontre de la démocratie socialiste.

Dans les années soixante, la presse de gauche en Turquie pratiquait l'amalgame entre la droite, les courants réactionnaires et les courants religieux. Alors que les courants fascistes ne s'étaient pas encore manifestés en tant que tels à cette époque, la gauche avait tendance à voir la main des Etats-Unis derrière chacune des manifestations de cet islam militant, ce dernier s'organisait dans des « cercles de lutte contre le communisme », tout en ayant ses propres organisations légales ou clandestines. En 1969 pour la première fois, cette force militante se dresse contre la gauche en affirmant sa propre identité politique à l'occasion des manifestations anti-américaines lors de la venue de la sixième flotte à Istanbul. Il faut rappeler que l'attitude de la gauche face à ce courant regroupé pour l'essentiel dans le Parti de la justice (AP) de Demirel, au pouvoir, n'a pas été une attitude d'indépendance de classe. La gauche s'est placée dans le cadre du kémalisme et n'a pas pu dépasser les clivages idéologiques existants au sein de la bourgeoisie. Elle s'est contentée d'attaquer l'islam avec les concepts et les terminologies kémalistes et ne s'est pas basée sur une position de classe.

Ce n'est qu'à la veille du coup d'Etat de 1971 que l'islam se constitue en parti politique indépendant, avec la formation du Parti de l'ordre national (MNP) d'Erbakan. Ce dernier était à l'époque président de l'Union des chambres de commerce et de l'industrie. A la suite du conflit ouvert avec Demirel, il est chassé de son poste et s'oriente vers la création d'un nouveau parti. C'est dire que l'apparition de l'islam sur la scène politique, avec son expression propre, remonte à un conflit entre le gouvernement et la bourgeoisie commerçante d'Anatolie, prenant l'aspect d'une divergence sur une représentation qui dévoilait les contradictions internes de la bourgeoisie.

Le réveil de l'islam date de la fin des années quarante, sous le gouvernement du parti kémaliste et laïque, le Parti républicain du peuple (CHP). A la fin de son règne, le CHP avait voulu s'assurer un soutien populaire accru en s'ouvrant aux couches islamistes et en desserrant ainsi l'étau laïciste. Mais c'est son rival, le Parti démocrate (DP), ancêtre du parti de la justice de Demirel qui devait profiter de cette ouverture. Pendant les dix années que devait durer la domination de ce parti, des élections de 1950 au coup d'Etat de 1960, cet « étau laïciste » devait continuer à se relâcher, mais, contrairement à une croyance largement répandue au sein de la gauche turque, le DP demeurait « laïc » sur le fond. C'est à la fin des années soixante, quand l'industrialisation, l'urbanisation et le développement du capitalisme atteignent leur apogée que l'islam gagne une identité politique indépendante. Alors qu'on pensait qu'il disparaîtrait au fur et à mesure de la modernisation de la Turquie, il se manifeste avec plus de force qu'auparavant. Il est faux de penser que le développement du capitalisme serait à même de « moderniser » le peuple et de le laïciser. Bien au contraire, l'islam s'est développé parallèlement au capitalisme avec de plus, un discours d'opposition au capitalisme, ce dernier étant présenté comme une « invention de l'étranger ».

Le MNP a été dissous par le régime issu du coup d'Etat de 1971, mais dès 1972, le mouvement islamiste revient sur la scène politique avec le Parti du salut national (MSP) du même Erbakan. Le succès inattendu de ce parti lors des élections de 1973 — il devait totaliser 11,8 % et 1 265 771 voix — et son ascension au pouvoir dans un gouvernement de coalition avec le CHP d'Ecevit ont suscité d'importantes discussions dans la gauche. Quelles couches sociales ce parti représentait-il ? Quelles étaient la place et la fonction de l'islam dans la société turque ? Les analyses changeaient en fonction des alliances de ce parti : tantôt le MSP glissait « à gauche » quand il se rapprochait du CHP ; tantôt il glissait « à droite » quand il s'en éloignait. Finalement, les faits ont eu raison de cette discussion. Quand le MSP a pris sa place dans la coalition du front nationaliste avec le AP et le Parti du mouvement nationaliste (MHP), l'organisation fasciste des loups-gris, il est apparu aux yeux de cette gauche qu'il s'agissait d'un parti de droite. Les élections de 1977 (4) donnèrent plus d'indications sur la base sociale de ce parti. Elle ressemblait fort à celle du MHP et avait même, à certains endroits du pays, un caractère « ethnique » grâce à ses relations avec les sectes

Mustafa Kemal ou Atatürk

En 1919, les puissances alliées victorieuses à l'issue de la première Guerre mondiale, occupent l'Empire Ottoman démantelé. Anglais, Français, Italiens et Grecs s'installent en Turquie.

Ils se heurtent peu à peu à l'opposition d'un général turc de 38 ans, Mustafa Kemal. Celui-ci exprime une double réaction, premièrement la nécessité de chasser l'envahisseur et ensuite construire sur les ruines de l'Empire Ottoman une République laïque et progressiste. De 1919 à 1923, il s'engage dans la résistance militaire puis, dans l'action politique. En 1920, il établit des relations de solidarité avec les bolchéviques, alors que se développent les affrontements entre l'armée turque et les troupes d'occupation.

Le 29 octobre 1923, la République turque est proclamée, Mustafa Kemal en devient le président. La révolution kémaliste, révolution bourgeoise, est clairement moderniste. Elle succède à la Turquie des sultans et de l'islamisme dominant. Elle est le fruit de quatre ans de lutte politico-militaire contre les grandes puissances d'Europe.

Kemal meurt le 10 novembre 1937 après avoir vigoureusement et fortement dirigé l'entreprise de modernisation du pays : abolition du califat, unification de l'enseignement, suppression des ministères religieux, nouveaux codes civil et pénal, ainsi que des réformes économiques. En 1927, est votée une loi d'encouragement de l'industrie et en 1934 le premier plan quinquennal voit le jour.

En avril 1930 est promulguée une loi qui donne aux jeunes le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales. La bataille pour la laïcité et pour l'alphabétisation des populations se poursuit. Le régime se heurte à d'importantes résistances cléricales.

Mais d'autres problèmes surgissent, la "turquification" intensive, le ferme contrôle de "l'unité nationale" déclenchent un début d'insurrection kurde en février 1925, et la répression contre les communistes commence la même année.

Le "kémalisme" s'exprima sous la forme de six concepts fondamentaux de la révolution bourgeoise - républicanisme, laïcisme, progressisme, populisme, étatisme et nationalisme - représentés symboliquement par six flèches sur l'emblème du parti.

C'est cet héritage kémaliste que prétendent encore incarner aujourd'hui, les diverses fractions de la bourgeoisie turque. ■

4. 8,6 % pour le MSP — 1 269 918 voix — ; 6,4 & pour le MHP — 951 544 voix — alors qu'il avait obtenu 3,4 % en 1973. Le MHP a progressé dans les régions où le MSP reculait relativement.

religieuses et les relations sociales traditionnalistes. C'est d'ailleurs en se basant sur de telles relations, qu'on peut qualifier de tribales, que le MSP a pu se gagner une base sociale au Kurdistan et compenser par là certaines de ses pertes électorales dans les régions ouest du pays. Ce parti s'est largement chargé de mater et combattre la conscience nationale du peuple kurde. D'autre part, la ressemblance de leurs bases sociales et donc, leur rivalité, ont conduit le MHP et le MSP à s'affronter. Cette lutte s'est parfois transformée en affrontements physiques souvent à l'avantage des islamistes.

LA MONTÉE DE L'INTÉGRISME ISLAMIQUE

Après le coup d'Etat de 1980, beaucoup, en Turquie, s'attendaient à une répression sévère du parti islamiste et de ses militants. A la veille du coup d'Etat, une manifestation importante à Konya, le principal bastion des islamistes, avait été qualifiée par la junte de tentative quasi insurrectionnelle des forces « obscurantistes » et avait été l'un des principaux prétextes du coup d'Etat, surtout vis-à-vis de l'Occident.

La réalité devait être bien différente. Contrairement aux kémalistes de souche, leurs successeurs, les généraux putchistes avec Evren à leur tête, ne considèrent plus l'islam comme un élément « obscurantiste », mais comme un facteur d'homogénéisation sociale. Ils veulent s'en s'en servir pour assurer leur légitimité de pouvoir au sein du peuple, compenser la dépolitisation et pouvoir contrôler un élément qu'ils ne peuvent plus se permettre d'ignorer. L'Etat ne veut pas — et ne peut pas — se permettre de laisser se développer les groupes islamistes radicaux et militants avec lesquels il n'y a pas de conciliation possible de son point de vue. Mais paradoxalement, ces tentatives d'absorption de l'Etat ont donné une nouvelle légitimité à l'islam modéré et un nouvel élan à l'islam militant qui n'entend pas se laisser entraîner dans le giron de l'idéologie officielle. Loin de saper la base de l'islam radical, ce recentrage idéologique n'a fait que la renforcer en lui permettant de travailler plus ouvertement sur le plan légal. L'islam radical ne peut s'accomoder de la société turque actuelle, de son « occidentalisation ». Il a un autre projet de société, le retour à un Etat coranique, et ces deux projets, antagoniques, doivent tôt ou tard, s'affronter. Sur un autre plan, il semble que nous n'assisterons plus aux frictions traditionnelles entre kémalistes et l'islam modéré.

Quelle leçon peut-on tirer de cette poussée de l'islam militant ?

Premièrement, elle infirme la thèse d'un recul de la religion parallèlement au développement industriel et culturel. Le mouvement islamiste a pris sa place dans la société turque et n'est pas du tout décidé à l'abandonner de sitôt.

Deuxièmement, la présence désormais établie de cet élément, nous oblige à une étude sérieuse de la société turque, de ses valeurs morales, les différents courants idéologiques qui la traversent, les formes spécifiques prises par la lutte des classes dans ce pays.

Le projet d'éradiquer la religion par la force a échoué, même si le kémalisme a obtenu certains succès partiels.

Voilà soixante ans, le pouvoir de Mustafa Kemal interdisait les sectes et autres organisations islamiques. Aujourd'hui on peut parler de sa faillite totale face au renouveau de l'islam. Ce dernier s'est largement vengé des laïques qui l'avaient réduit au silence par des méthodes policières, juridiques et pénales. En agissant ainsi, le kémalisme avait trahi le compagnon de route avec lequel il avait gagné la lutte nationale dans les années vingt et qui l'avait aidé à fonder la république. Mais il n'a pu s'imposer à l'ensemble de la société et a fini par se trahir lui-même à cause de son impuissance devant les nouvelles et réelles luttes sociales. L'idéologie laïque n'est pas indispensable au maintien de la société bourgeoise.

Quel que soit le degré de répression et les efforts déployés pour l'empêcher de s'institutionnaliser, l'islam a su se maintenir sous une forme organisée en dehors de l'Etat.

Qui plus est, la restriction des libertés démocratiques sous le kémalisme a poussé une partie des masses croyantes à embrasser une idéologie qu'elles pensaient être libératrice alors qu'elle était aussi peu démocratique.

Car l'idéologie politique islamiste est par essence anti-démocratique, anti-pluraliste. Sa phraséologie anti-capitaliste, voire anti-impérialiste, se réduit à l'anti-occidentalisme, ce qui ne l'empêche pas de collaborer avec l'impérialisme quand il le faut. L'exemple du financement de la « contra » nicaraguayenne par le produit de la vente d'armes à l'Iran en est une démonstration éclatante.

La lutte pour la démocratie et le socialisme passe donc par une confrontation avec le courant islamiste, les socialistes n'ont besoin ni du laïcisme « à la turque » ni de l'islam radical. Mais ils ne peuvent ignorer le phénomène de l'islam dans une société composée à 99 % de musulmans. La présence de ces derniers dans le mouvement de masse est inévitable. D'ailleurs, l'existence d'une confédération syndicale islamiste (Hak-is), certes minoritaire, le montre. On ne peut demander aux travailleurs musulmans de se débarrasser de leurs croyances religieuses préalablement à leur participation à la lutte des classes. Une telle attitude reviendrait à mettre des obstacles à l'unité de classe nécessaire. La lutte pour les libertés démocratiques en Turquie passe autant par une lutte contre l'Etat, entre autre sur le terrain du droit des cultes, que par une lutte contre l'islam militant, courant anti-ouvrier réactionnaire. ■

Fuat ORCUN,
janvier 1987

AL-MITRAQA n° 4, octobre - décembre 1986
revue communiste révolutionnaire pour toute la région arabe
vient de paraître
Au sommaire :
TUNISIE : le calme avant la tempête
DOSSIER SUR L'INTEGRISME ISLAMIQUE (2ème partie) :
1) Le courant réactionnaire-islamique au MAROC
2) Le Mouvement intégriste en TUNISIE
3) Lénine : 2 articles sur la religion
Nationalisme et internationalisme dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire
Congrès du GCR (Liban) et de la LCR (Etat d'Israël)

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

GUATEMALA

Pacte d'unité syndicale

Dans la première semaine de février, deux des trois centrales syndicales du Guatemala ainsi que diverses organisations de travailleurs se sont mises d'accord sur un "pacte d'unité d'action".

Il s'agit de la Confédération d'unité syndicale guatemaltèque (CUSG), de l'Union syndicale des travailleurs guatemaltèques (UNSITRAGUA), de la Fédération syndicale des employés de banques et d'assurances (FESEBS) et du Syndicat des travailleurs de l'électricité (STINDE) qui ont signé une plate-forme d'action en cinq points suivants :

- La terre : trouver une solution à la question de la terre par une réforme agraire radicale.
- Energie électrique : gel des tarifs publics
- Prix : mettre en place une politique de contrôle des profits et non de contrôle des prix totalement inefficace.
- Salaires : révision de l'échelle des salaires minimums et réajustement salarial pour les employés, les ouvriers et les paysans.
- Droits de l'homme : intégration à la commission d'enquête exigée par le Groupe d'appui mutuel (GAM).

Cet accord est le premier du genre depuis le commencement de réorganisation syndicale qui a suivi la répression et la désintégration du mouvement ouvrier organisé au début des années quatre-vingt.

Cette alliance est apparemment surprenante. En effet, la CUSG est le syndicat qui fut créé en 1983 par le dictateur Rios Montt alors au pouvoir, confédération largement subventionnée par les Etats-Unis. (Cf. Inprecor numéro 226 du 12 septembre 1986) Mais la venue au pouvoir du démocrate-chrétien Cerezo lui a ôté les avantages dont elle pouvait bénéfécier puisque la démocratie-chértienne s'est empressée de favoriser sa propre centrale, la Coordination générale des travailleurs guatemaltèques (CGTG), unique centrale syndicale à être reconnue officiellement jusqu'à présent.

Pour sa part, UNSITRAGUA regroupe la majorité des syndicats combatifs et classistes du pays. Dans un rapport effectué en août 1986, l'ambassade américaine explique de la manière suivante l'influence croissante d'UNSITRAGUA et l'évolution de la CUSG :

" *Ce développement ne serait pas explicable si les relations CUSG-gouvernement ne s'étaient tant détériorées. La CUSG se sent trahie et abandonnée par le gouvernement. L'appui tactique donnée par la centrale à la démocratie-chrétienne ne lui a pas donné d'avantages tangibles. Pourtant la CUSG ne devrait pas être surprise de cette politique puisque la préférence du gouvernement pour la CGTG, son peu d'empressement à reconnaître de nouveaux syndicats et la mise en place d'un programme économique d'austérité étaient tout à fait prévisibles*".

Pour sa part, UNSITRAGUA poursuit ses discussions en vue d'une fusion avec le syndicat des banques, pendant que la CUSG et la CGTG s'accusent publiquement et réciproquement d'être des syndicats "officialistes". ■

AFRIQUE DU SUD

25.000 emprisonnés par l'état d'urgence

Selon le Comité de Soutien des Parents des Détenus (DPSC Detainees Parents Support Comittee), organisation démocratique sud-africaine, il y a eu 28 471 personnes incarcérées l'an dernier pour des raisons politiques. 25 000 d'entre-elles le furent en lien direct avec la proclamation de l'état d'urgence. Parmi ces 25 000, environ 10 000 soit 40% étaient des jeunes en dessous de 18 ans. Le Front démocratique uni (UDF) et ses adhérents ont été les plus touchés par cette répression. 75% des détenus sont membres de l'UDF. Ce sont ensuite les syndicats qui ont été le plus affectés, ce qui est caractéristique de cet état d'urgence en comparaison avec celui de 1985 qui n'avait pratiquement pas touché les syndicats.

Les femmes ont représenté environ 10% de l'ensemble des prisonniers. Deux détenus ont trouvé la mort durant leur emprisonnement et il y a eu dans le même temps 75 interventions en justice pour dénoncer l'usage de torture sur certains prisonniers.

De son côté le Syndicat de la métallurgie, le Metal and Allied Workers Union (MAWU) membre de la fédération COSATU relance la campagne pour la libération de son secrétaire général, Moses Mayekiso. Après sept mois de prison la police a encore été incapable de pouvoir trouver un véritable chef d'inculpation contre lui. Le MAWU rappelle aussi qu'il a d'autres membres en prison : Veli Mjiako, permanent du Comité des délégués d'ateliers de Johannesburg (office bearer of the Jhb shop stewards council) ; Gerald Dan, délégué de l'usine Siemens à Prétoria ; Isaac Mahlong, délégué de l'usine STC à Benoni ; Silvester Siboza, militant à Ferrometals à Witbank. ■

ETATS-UNIS

Mobilisation anti-guerre

Des manifestations nationales contre la guerre se dérouleront le 25 avril prochain à San Francisco et à Wasghington, pour protester contre l'intervention américaine en Amérique centrale et contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Le Comité pour les Journées d'avril a émis un "Appel au peuple des Etats-Unis" que nous reproduisons ci-dessous. Les coordinateurs de cette coalition anti-guerre ont également programmé un certain nombre d'activités pour les 26 et 27 avril, dont une journée de désobéissance civile le 27.

Ces manifestations prennent une grande importance dans le contexte politique américain actuel. D'une part, l'administration Reagan cherche à s'assurer que les 40 millions restant à verser à la "contra" du total des 100 millions de dollars attribués en juin 1986, ne seront pas bloqués par un Congrès subissant les pressions dues au scandale de l'Irangate-Contragate. D'autre part, le Président a demandé à ce même Congrès d'approuver une autre subvention de 105 millions de dollars pour les mercenaires.

"La politique de notre gouvernement en Amérique centrale et en Afrique australe est immorale et viole les idéaux démocratiques de notre nation.

En Amérique centrale, notre gouvernement :

- Accroît ses actions terroristes et sa guerre contre le peuple et le gouvernement du Nicaragua par le biais des forces contre-révolutionnaires dirigées par la CIA.
- Administre une aide massive tant économique que militaire au gouvernement d'El Salvador qui bombarde son propre peuple, réprime l'église et les militants des organisations de défense des droits de l'Homme tout en protégeant ceux qui se rendent coupables des pires violations des droits de la personne humaine.
- Transforme le Honduras appauvri en une gigantesque base militaire pour les forces des Etats-Unis, des "contras" et autres forces étrangères.
- Donne une aide militaire à l'armée guatemaltèque responsable de massacres généralisés, de l'utilisation des zones stratégiques pour le contrôle de la population, et du plus fort taux de "disparus" sur ce continent.
- Refuse de saisir toute opportunité pour résoudre les conflits en cours par des

ISRAEL

Michel Warchawski inculpé et toujours emprisonné

Voilà près de trois semaines que notre camarade Michel Warchawski est emprisonné en Israël. Dirigeant de la LCR-Matzpen et directeur du Centre d'information alternative, son arrestation a provoqué une immense émotion en Israël car il s'agit d'un précédent qui remet en cause les libertés démocratiques les plus élémentaires. La grande majorité de la presse n'accepte pas ce déni de justice. Depuis le lundi 2 mars, notre camarade est inculpé de *"s'être identifié"* avec *"une organisation terroriste"*, le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache (FPLP) et de lui avoir *"rendu des services"*.

Selon le grand quotidien israélien Haaretz, *"c'est la première fois que le commandant de la police utilise cette habilitation qui lui est attribuée par le Décret de 1948 contre la terreur et ferme par un décret administratif, un lieu qui a servi, selon son appréciation, à des objectifs d'une organisation terroriste"*

Ces accusations sont totalement fantaisistes et les "preuves" présentées par la police sont éloquentes.

En effet, parmi celles-ci, il y a la découverte dans les locaux du Centre d'un livre sur la torture qui *"aiderait les détenus à y résister"*. Bel aveu de la part du gouvernement sioniste !

En fait, en s'attaquant à un militant israélien anti-sioniste très connu, ce gouvernement entend faire un exemple, la coalition gouvernementale battant de l'aile malgré l'intensification de la répression dans les territoires occupés.

La campagne internationale lancée pour obtenir la libération de Michel Warchawski rencontre un très large écho et, malgré la fermeture pour six mois du Centre, la confiscation de tout le matériel, les journalistes ont réussi à sortir le bulletin *News From Within*.

Les télégrammes exigeant la libération immédiate de Michel Warchawski doivent être envoyés sans délais au ministère de la Justice israélien. ■

moyens politiques offrant des garanties à toutes les parties en cause.

- Nous implique dans ces assassinats d'hommes, de femmes et d'enfants inno - cents.

En Afrique Australe, notre gouverne - ment :

- Continue d'appuyer le gouvernement sud-africain responsable de l'apartheid avec une politique de soi-disant sanctions, politique qui permet en fait que les entre - prises nord-américaines continuent, entre autres, à pouvoir réinvestir leurs profits et octroyer des crédits à court terme.

- Persiste à partager ses informations dans le domaine militaire avec les forces de sécurité sud-africaines alors que ces mêmes forces répriment et torturent des religieux, des syndicalistes, des étudiants membres du Front démocratique uni (UDF) ou d'autres organisations

- Appuie l'Afrique du Sud dans ses entreprises d'asphyxie économique de ses voisins, en se refusant à donner un appui économique significatif à ces pays et en suspendant l'aide au Zimbabwe à cause de ses critiques à la politique nord-américaine.

- Refuse de faire pression sur l'Afrique du Sud afin que ce pays mette fin à son occupation de la Namibie.

- Agit comme un allié de l'Afrique du Sud dans la guerre contre l'Angola, en apportant une aide cachée au groupe rebelle l'UNITA.

- Appuie la répression contre les représentants légitimes des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie.

Cette politique est immorale. Elle viole les droits élémentaires à l'auto-détermination, la liberté, la justice. Elle trahit nos propres idéaux démocratiques. Elle nous expose aux risques d'un engage - ment plus important des Etats-Unis dans des guerres sanglantes et coûteuses à l'extérieur, alors que les besoins élémen - taires de nos chômeurs, retraités, agri - culteurs et enfants sont loin d'être satisfaits. Elle reflète une militarisation de notre politique extérieure qui augmente le risque de guerre nucléaire.

il faut changer cette politique !

Mais cette politique ne changera que si ceux qui en décident à Washington savent que nous y sommes profondément opposés.

Alors nous devons leur démontrer. Sans violence, énergiquement, avec véhé - mence, tous ensemble, par la présence unie de dizaines de milliers de citoyens". ■

MARTINIQUE

Répression coloniale

Théodore Tally, militant du Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IVe Interantionale) à la Martinique et porte-parole de son organisation politique aux élections cantonales de 1985, a été rétrogradé et déplacé de sa charge profes - sionnelle de chef de service de l'éducation surveillée de la Martinique, poste qu'il a installé, mis en place et dirigé depuis août 1983. L'administration coloniale lui propose une mutation outre-mer.

Cette sanction administrative, prise dans le contexte de l'après-16 mars dans les colonies françaises, est clairement politique. En effet, dans le dossier administratif de Théodore Tally, on ne trouve que des appréciations élogieuses de ses supérieurs et d'excellentes notations. Ce sont donc les opinions politiques de ce militant qui sont en cause.

La proposition de mutation hors de la Martinique est la remise en vigueur non-avouée, d'une ordonnance prise en 1960 en pleine guerre d'Algérie par le gouvernement français, ordonnance qui permettait le déplacement à discrétion des fonctionnaires suivant leur opinion politique. Officiellement, cette ordonnance est abrogée, mais dans les faits, la réalité est tout autre.

La risposte à cette sanction et la solidarité avec Théodore Tally s'organise à Martinique de façon unitaire. Une pétition demandant la réintégration dans ses fonctions de Tally circule, d'ores et déjà signée par plusieurs centaines de personnes, travailleurs, syndicalistes, élus. ■

LES NOTRES

Juan José Gonzalez

Nous avons appris par nos camarades mexicains, la mort soudaine, d'une crise cardiaque, de notre camarade Juan José Gonzalez, "Alvaro".

Agé de trente-cinq ans et colombien d'origine, il était engagé depuis de lon - gues années dans la construction du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Interna - tionale. Il était membre depuis plusieurs années de son comité central et, depuis un an, de son bureau politique.

Militant internationaliste, Juan José travaillait principalement dans la solida - rité avec la révolution nicaraguayenne et les mouvements révolutionnaires d'Améri - que centrale et de la Caraïbe.

Directeur de la revue *Panorama*, il avait souvent voyagé au Salvador, au Nicaragua, au Guatemala, au Honduras, à Panama.

C'est au cours d'un de ces voyages en 1985, qu'il avait été enlevé par la "contra" nicaraguayenne sur la Côte atlantique. Le gouvernement sandiniste avait obtenu sa libération en échange de prisonniers.

Il avait participé au XIIe congrès mondial de notre Internationale, en février 1985, au sein de la délégation mexicaine.

En novembre dernier, il assistait, avec d'autres membres du PRT et de l'Interna - tionale à la célébration du XXVe anniver - saire de la fondation du FSLN, à Managua.

Comme tous ceux qui l'ont connu, nous ne pourrons oublier son activité, son courage, sa sérénité. Nous nous associons à l'hommage que lui ont rendu nos camarades mexicains et à la peine de ses proches. ■

Lettre à Sa Majesté Hassan II

Il y a dix ans, plus de deux cents accusés antimonarchistes passaient en procès à Casablanca après quinze mois de garde à vue et plusieurs mois de préventive. Jugés comme des droits communs, puisque les délits politiques... n'existent pas au Maroc, le verdict fut lourd : 173 peines de prison dont 44 à perpétuité y compris 39 par contumace.

A la privation de liberté, les régimes policiers se plaisent à ajouter l'humiliation. Hassan II a fait savoir qu'il était prêt à libérer les prisonniers si ces derniers lui demandaient et reconnaissaient leurs « fautes » passées, poussant ces hommes qui ont déjà passé plus de douze ans en prison à se renier eux-mêmes. Ce genre de pratique est hélas monnaie courante dans beaucoup de pays, les soviétiques ou Jaruzelski n'en ont pas le monopole.

Ces lettres dont nous publions des extraits ci-dessous, adressées par certains détenus au souverain marocain se passent de commentaires. De telles pratiques peuvent être empêchées par une dénonciation systématique, au Maroc comme ailleurs. La majorité des prisonniers, dont les cinq condamnés à perpétuité — Fakhiani, Nouda, Mouchtari, Serfaty et Zaaza — ont refusé de signer ces missives. Ils doivent être libérés sans aucune condition. ■

DOCUMENT

"Louanges à Dieu, que la prière et la bénédiction soient sur le Prophète Sidna Mohammed, sa famille et ses compagnons,

Majesté, que Dieu perpétue Votre règne et le Glorifie. Nous adressons notre présente lettre à l'Auguste Personne de Votre Majesté dans l'espoir de bénéficier de Sa généreuse grâce, Sa magnanimité et Sa bienveillance paternelle.

Majesté,

Dès le début de notre participation à la vie politique, nous avons été liés à un certain nombre d'idéaux et de valeurs. Mais étant encore à l'aube de notre jeunesse, nous avions, à l'instar de certains éléments de la jeunesse politisée de l'époque, été amenés à adhérer à des modèles idéologiques issus de courants intellectuels et politiques extrémistes générés par les circonstances historiques des années soixante. En effet, au cours de cette période, l'idéologie de ce qu'on appelle le "Mouvement de libération arabe", dans différentes manifestations, jouissait d'une autorité effective dans les milieux de la jeunesse politisée. Le discours dominant à l'époque au sujet de la démocratie dans les milieux de l'opposition de gauche tout au long des années soixante-dix était dans son essence plutôt tactique ne voyant la problématique de la démocratie que du point de vue de l'intérêt stratégique lié fondamentalement à l'autorité et à la prééminence du parti unique sur l'Etat et la société.

Dès les premières années de notre incarcération et dès que nous avions pris conscience de la voie sans issue où nous nous étions engagés, nous avions entamé l'étape de la rupture et de la confrontation avec la tendance politique extrémiste dont nous faisions partie avant notre arrestation. (...)

Majesté,

Depuis le jour où le combat de la Glorieuse Famille Royale Alaouite et du peuple marocain a été couronné par l'indépendance du pays, Votre vénéré Père, Libérateur de la Nation, Feu Sa Majesté Mohammed V, que Dieu l'ait en Sa Sainte Miséricorde, a opté pour le régime de la monarchie constitutionnelle. Votre majesté a suivi ce chemin et a eu le mérite de concrétiser une conception philosophique, déterminer le cadre juridique et constitutionnel pour l'instauration de la démocratie dans la société marocaine et de veiller sur sa continuité et sa stabilité. (...)

Lorsque furent réunies les conditions historiques pour la récupération du Sahara, le génie politique de Votre Majesté s'est manifesté dans l'idée de la Marche Verte, pacifique et mémorable et qui constitue une première dans la lutte contre l'occupation coloniale et un évènement historique grandiose ayant placé le Maroc dans une phase de défis stratégiques qui marqueront son avenir durant des siècles.

Ces deux grandes réalisations hassaniennes, la démocratie et l'unification du pays grâce à la Marche verte, resteront liées à l'Auguste Personne de Votre Majesté dans la mémoire de toutes les générations de Votre peuple et témoigneront à jamais de Votre génie. (...)

Majesté,

Permettez-nous Majesté, de dire que la rencontre d'Ifrane (avec Shimon Perès, ndlr.), en tant qu'évènement saillant, revêt toute son importance historique dans notre marche politique.

Lorsque notre position de soutien à l'initiative historique de Votre Majesté avait été diffusée sur les ondes de la radio nationale, nous avions senti avec grande fierté que notre position avait sans nul doute bénéficié de la haute sollicitude de Votre Majesté.

Et c'est ce sentiment sincère et profond qui nous incite aujourd'hui à Vous adresser cette lettre implorant la grâce de votre majesté.

Les onze années de que nous avions passées en prison, et nous y sommes encore, ont eu pour nous-mêmes et pour nos familles, des conséquences diverses et profondes sur le plan psychologique et humain.

Chacun de nous n'aspire qu'aux retrouvailles avec ses parents affaiblis par la maladie, l'âge et l'angoisse de l'attente, dans l'espoir de pouvoir les enterrer où qu'ils puissent les enterrer si telle est la volonté de Dieu.

Les années qui se succèdent, la jeunesse qui passe et les espoirs qui s'estompent font que nos chances de retrouver une vie sociale digne, en dehors de la prison, s'effritent par la poursuite de notre détention.

Majesté,

Si nous aspirons que Votre Majesté nous accorde sa grâce et mette fin à notre emprisonnement, nous ne pouvons nous empêcher d'implorer Votre Majesté de nous entourer de sa haute sollicitude et de sa bienveillance paternelle.

C'est que nous avons besoin, Majesté, de mettre nos capacités au service des idéaux tracés par Votre Majesté à notre patrie. (...)

Puisse Dieu préserver Votre Majesté pour ce peuple en tant que guide sage et clairvoyant.

Puisse-t-il Vous combler en la personne de SAR le Prince Héritier Sidi Mohammed, de SAR le Prince Moulay Rachid et de tous les membres de l'illustre famille Royale." ■

Fait à la prison centrale de Kénitra,
le 28 novembre 1986